



Avis Page C 11
Bourse Page C 6
Fonds mutuels Page C 4
Les sports Page C14

ÉCONOMIE

ANGLAIS, FRANÇAIS,
ESPAGNOL
3 À 25H / SEMAINE
PETITS GROUPES
255-4651 849-8393 (709/719)
YMCA Viau Peel

LE DEVOIR, LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 OCTOBRE 1998

Les marchés rebondissent... avant de repiquer?

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les marchés boursiers ont cessé temporairement leur folle descente en reprenant un peu de vigueur, hier, mais les économistes sont d'accord pour dire qu'il faudra encore souffrir avant de pouvoir respirer un peu. Les investisseurs sont maintenant extrêmement nerveux, totalement intolérants face au risque et prêts à tout larguer si les nouvelles ne leur plaisent pas, observent les analystes des marchés.

Un rayon de lumière est apparu hier, basé sur les espoirs que les leaders des puissances économiques concoctent une potion magique pour redonner du tonus aux marchés financiers mondiaux. Cet espoir est toutefois très ténu et il ne faudrait pas grand-chose pour que les Bourses repartent dans une spirale descendante la semaine prochaine, prévient Steve Saldanha, économiste au Canada Trust. «Cette remontée d'aujourd'hui n'est pas solide car les marchés sont facilement déçus», relève-t-il à l'instar de nombreux collègues.

A Toronto, l'indice TSE 300 a terminé à 5517,68, après un gain de 79,70 points qui a effacé les pertes encourues plus tôt dans la journée. Le TSE a perdu près de 30 % de sa valeur depuis le sommet atteint en avril.

A New York, l'indice Dow Jones a gagné plus de 150 points, stimulé par des rumeurs sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la banque centrale américaine. Le Dow Jones, qui avait perdu 5 % de sa valeur plus tôt dans la semaine, a pris 152,16 points pour finir hier à 7784,69.

La Bourse de New York a perdu près de 450 points en deux séances cette semaine, les investisseurs craignant que la baisse des taux d'intérêt annoncée mardi par la banque centrale soit trop timide pour juguler la crise.

Les marchés cultivent maintenant de grandes mais irréalistes attentes envers une action concrète pour baisser les taux d'intérêt au Japon et en Amérique latine, qui pourrait résulter de la rencontre en fin de semaine des chefs d'Etat du G7, estime M. Saldanha. «Je suis prêt à parier que rien de solide ne sortira de cette rencontre», dit-il. Et les investisseurs refusent de se faire décevoir une fois de plus, ajoute-t-il. «Il y a une aversion complète pour le risque ces temps-ci.»

Les foudres des cambistes

Le pauvre dollar canadien, par exemple, a subi les foudres des cambistes qui ont voulu taper sur les doigts de la Banque du Canada pour avoir réduit son taux directeur si rapidement après le geste similaire de la Réserve fédérale américaine, affirme l'économiste. Préférant un plus grand écart entre les taux canadiens et américains, les cambistes ont torpillé le dollar, qui a perdu presque deux cents en deux jours. Hier, malgré un début de journée moche, le dollar canadien a pris du mieux, gagnant 19 centimes pour terminer à 64,73 c. US.

Pour noircir le portrait, Peter Drake, économiste en chef adjoint de la Banque TD, ajoute que la confiance des investisseurs est aussi rongée par les mauvais résultats financiers appréhendés des sociétés.

«Il faut se rappeler qu'il y a d'autres choses dont il faille tenir compte, comme les estimations de profits des entreprises, qui semblent être constamment revues à la baisse.»

Wall Street a pour sa part récupéré hier un tiers des pertes des deux dernières séances, son principal indicateur gagnant 152,16 points (2 %) à 7784,69 grâce à des achats de couverture et des spéculations sur une nouvelle baisse des taux directeurs en novembre. L'indice Dow Jones, qui avait ouvert en hausse, perdait une centaine de points dans la matinée, tombant à son plus bas niveau depuis le 31 août, à 7530 points, avant de se redresser à nouveau.

Mais la grande Bourse new-yorkaise reste sous pression en raison des inquiétudes sur la situation économique et financière mondiale et sur la performance des entreprises américaines au troisième trimestre. Les résultats commenceront à être publiés vers la mi-octobre.

Les opérateurs attendent par ailleurs la réunion du G7 ce week-end à Washington, qui pourrait annoncer notamment une aide à l'Amérique latine, selon les analystes.

Les autres indicateurs ont également progressé, l'indice Standard and Poor's 500 gagnant 16,21 points (1,6 %) à 1002,60 et l'indice composite de la Bourse électronique (Nasdaq) 2,65 points (0,2 %) à 1614,98.

Le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans, principale référence, se situait à 4,85 %, un nouveau plancher historique, contre 4,88 % mercredi. Le marché obligataire continue à jouer le rôle de place-refuge face à la tourmente sur les marchés mondiaux.

Les spéculations sur une nouvelle baisse des taux par la Réserve fédérale (Fed) lors de sa prochaine réunion le 17 novembre ont été alimentées par le rapport sur la situation de l'emploi en août aux États-Unis. Le taux de chômage est remonté à 4,6 % contre 4,5 % en août, et seulement 69 000 emplois ont été créés, moins que prévu.

Ailleurs, la Bourse de Francfort, qui avait plongé de près de 8 % jeudi, a résisté hier en terminant en baisse de 1,8 % après avoir perdu près de 6 % dans la matinée, passant pour la première fois depuis le début de l'année sous le seuil des 3900 points, son plus bas niveau depuis novembre 1997. Londres, peu habituée à jouer du yo-yo, a perdu 3,2 % après un peu plus de 3 % la veille, Zurich 4,2 %, Amsterdam 5,3 % et Milan 0,3 %. En Asie, la situation n'est guère plus réjouissante. La Bourse japonaise a perdu 3,6 % sur la semaine pour finir à 13 223,69 points en touchant au passage, hier, un plus bas de 12 973,24 points, niveau qui n'avait plus été observé depuis le 31 janvier 1986.

Mont-Sainte-Anne

Intrawest devient actionnaire majoritaire

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Dans l'attente d'un projet de développement depuis quatre ans maintenant, Mont-Saint-Anne pourra aspirer enfin à une mise en valeur de son plein potentiel. Intrawest est en discussion avec Club Resorts en vue de compléter une transaction qui lui permettra de devenir l'actionnaire majoritaire de Mont-Saint-Anne. Du coup, le projet de 500 millions prévu sur ce site, retardé en raison des discussions en cours, pourra voir le jour. Il pourrait même être bonifié sous l'impulsion de la Société générale de financement.

«Nous voulons saluer l'arrivée d'Intrawest. Nous sommes très heureux et sommes toujours prêts à participer avec les propriétaires de Mont-Saint-Anne au développement de ce site», a commenté le vice-président aux communications de la SGF, Jean-Yves Duthel. M. Duthel n'a pas voulu élaborer davantage sur les modalités entourant ces pourparlers entre Intrawest et Club Resorts, ni sur les détails des investissements prévus sur le site. Il a toutefois rappelé que Claude Blanchet, président de la SGF, avait été très impliqué avec Intrawest dans le développement de Mont-Tremblant lorsqu'il présidait le Fonds de solidarité des travailleurs FTQ.

Les discussions entre Intrawest et Club Resorts visent la prise en charge, par le développeur, entre autres sites, du mont Tremblant, des opérations du centre de ski et du développement immobilier à sa base.

Propriétaire de Mont-Saint-Anne depuis sa privatisation

dans la controverse, survenue en juin 1994, l'américaine Club Resorts a souligné hier qu'elle menait des pourparlers avec Intrawest concernant une «transaction potentielle par laquelle Intrawest investirait dans la montagne et prendrait en charge le développement immobilier». Les discussions en sont encore au premier stade, a renchérit le président d'Intrawest's Resort Development Groupe, Gary Raymond. «Il ne reste que l'étape de la vérification des livres par les deux parties impliquées avant qu'un accord puisse être finalisé.»

Si la vérification diligente est complétée avec satisfaction, Intrawest deviendra actionnaire majoritaire de Mont-Saint-Anne, Club Resorts se confinant dans un rôle minoritaire. Pour ce faire, il a fallu que l'entreprise américaine rachète les actions appartenant au Groupe Désourdy.

Lors de la privatisation de Mont-Saint-Anne, en juin 1994, le gouvernement québécois avait retenu la proposition soumise par un consortium détenu à 60 % par Club Resorts et à 40 % par Développement Bromont, cette dernière appartenant à la famille Désourdy. Dans cette privatisation effectuée au coût de 20,3 millions, la famille Désourdy n'a injecté aucune somme d'argent, sa mise de fonds prenant la forme d'un transfert, au consortium, du centre de ski de la famille, à Bromont.

Les acheteurs s'étaient engagés à injecter 150 millions sur dix ans dans Mont-Saint-Anne. Or, ces investissements n'ont toujours pas eu lieu, quatre ans plus tard. Un ambitieux plan de 500 millions a été dessiné entre-temps, un plan qui devrait désormais voir le jour sous l'impulsion d'Intrawest. Il pourrait même être bonifié de 50 à 60 mil-

lions avec l'entrée en scène de la SGF. Une fois l'arrivée d'Intrawest officialisée, des pourparlers pourraient également être entrepris avec Charles Sirois, propriétaire du Château Mont-Saint-Anne situé au bas des pistes, en vue d'une quelconque participation.

Quant à Club Resorts, l'entreprise américaine apportera au projet son expertise en matière de construction de terrains de golf et d'activités estivales. Club Resorts est propriétaire et opérateur de quelque 240 propriétés dont 130 terrains de golf et deux centres de ski. Elle se décrit comme étant la plus grande entreprise privée au monde spécialisée dans la gestion de clubs privés urbains, de villégiature et de sport. Quant à Intrawest, elle est propriétaire de dix stations de ski en plus de détenir des intérêts immobiliers dans trois autres stations.

Rappelons qu'Intrawest figurait parmi les trois finalistes dans la liste des acheteurs de Mont-Saint-Anne, en 1994. Club Resorts l'a emporté au terme d'un processus qui manquait de transparence. Parmi les finalistes, on retrouvait le regroupement S.K.I. et Mont-Saint-Sauveur International, qui n'avait été invité à faire une offre que pour l'actif d'exploitation. Intrawest avait offert, pour sa part, quatre millions et une balance de prix non garantie de 57 millions, dont le remboursement était calculé en fonction des fonds autogénérés du centre et des résultats du développement immobilier.

Club Resorts l'a emporté avec un prix de 20,3 millions pour l'achat d'un actif total évalué à 55,7 millions. Il avait été permis d'apprendre, un peu plus tard, qu'une riche banque de terrains avait également été cédée pour une somme symbolique au nouvel acquéreur.

Le ministère des Finances vient à la rescousse de la SDM

Quand le multimédia rime avec l'immobilier

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Lundi dernier, le ministre d'Etat de l'Economie et des Finances, Bernard Landry, annonçait en grande pompe la création de 700 nouveaux emplois et la venue de douze autres entreprises dans la Cité du multimédia, un territoire où règne en exclusivité la SDM.

«Le ministère des Finances n'a pas voulu s'impliquer dans l'immobilier», soutient Luc Meunier, sous-ministre adjoint au mégaministère de Bernard Landry.

N'empêche que le périmètre au sein du Faubourg des Récollets où s'installe la Cité du multimédia a été défini de concert avec la SDM et le ministère des Finances, soutient Robert Perron de la SDM.

On parle d'un périmètre mais, en fait, il s'agit de certains cadastres seulement à l'intérieur des rues McGill, Williams, de la Commune et Duke. Tous les terrains ou bâtiments visés appartiennent à la SDM, une société paramunicipale. Or 15 % des immeubles dans ce périmètre appartiennent à des propriétaires privés. Pour leurs locataires, pas de subventions. La Cité du multimédia est un gruyère.

Seules les entreprises qui s'installent dans les immeubles accrédités par le ministère des Finances et que possède la SDM peuvent bénéficier d'un programme de subventions à la fois généreux et simple. Elles obtiennent jusqu'à 60 % du salaire lié à tout emploi créé la première année, jusqu'à concurrence de 25 000 \$ et de 40 % des salaires pour les emplois créés les deux années subséquentes, ou un maximum de 15 000 \$ l'an par emploi.

«Ca va enlever une épine dans le pied à la Ville de Montréal», reconnaît Luc Meunier. Un genre de mini-pacte fiscal fait des retombées des subventions que le gouvernement du Québec versera à des petites entreprises en multimédia. Des retombées indirectes, somme toute, passant d'un ordre de gouvernement à un autre. Car la SDM a un gros problème sur les bras: elle gère des propriétés achetées à prix d'or par l'administration Doré et ses apprentis sorciers qui carbureraient à la folie des grands et qui envisageaient d'installer dans le

Le multimédia rime avec l'économie du savoir, l'économie immatérielle, monde de réseaux où la distance ne compte plus, sauf dans le Faubourg des Récollets du Vieux-Montréal où le multimédia, grâce à des programmes spéciaux de subventions du ministère des Finances, rime avec immobilier et avec un seul propriétaire béni des dieux étatiques, la Société de développement de Montréal (SDM).



SOURCE SDM

Quartier des écluses, l'ancienne appellation du Faubourg des Récollets, ni plus ni moins qu'un Canary Wharf montréalais.

Un fichu problème

La SDM fait face à un fichu problème comptable et financier, de quoi faire grimacer le vérificateur de la Ville. Un problème que vient alléger grandement le monopole des subventions que lui a accordé le ministère des Finances. Sans projet immobilier d'envergure, la SDM aurait du mal à justifier la valeur comptable de ses immeubles du Faubourg des Récollets, telle qu'elle figure dans ses états financiers. On se demande d'ailleurs comment ces états financiers ont pu tenir jusqu'ici.

Qu'on en juge: les propriétés de la SDM dans le Faubourg des Récollets sont évaluées à 36 millions (39 millions de leur valeur ont déjà fait l'objet de radiations). Cette valeur de 36 millions correspond à une valeur de 75 \$ le pied carré, selon la directrice

des finances de la SDM, Monique Cardinal. L'évaluation municipale accordée à ces propriétés n'est que de 40 \$ le pied carré. Qui plus est, il s'agit d'une évaluation foncière dont la générosité frise la complaisance puisque les immeubles en tout point semblables, qui appartiennent à des propriétaires privés, se voient accorder des valeurs de 18 à 20 \$ le pied carré, des écarts que Mme Cardinal est incapable d'expliquer.

Avec des états financiers aussi particuliers, la SDM avait besoin d'un projet immobilier majeur dans le Faubourg des Récollets pour que la valeur de 75 \$ le pied carré qui s'y rattache ait une quelconque relation avec la réalité. Sinon, c'était la clef sous la porte et une perte sèche pour la Ville de Montréal qui n'aurait pas manqué de détériorer un bilan déjà peu reluisant. Selon une source, il était d'ailleurs question, avant qu'on parle du providentiel projet de la Cité du multimédia, que la SDM remette ses propriétés au gouvernement du

Québec.

Comme la SDM n'a pas un sou vaillant, deux partenaires beaucoup mieux nantis qu'elle, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) par sa filiale SOLIM et la Caisse de dépôt et placement du Québec par sa filiale SITQ viendront lui prêter main-forte. Dans la première phase du projet, le bâtiment qui abrite le Centre de développement des technologies de l'information (CDTI), la SDM fournit le terrain évalué à un million contre 25 % d'un consortium et les deux partenaires aux goussets bien tendus investissent chacun 1,5 million et obtiennent le solde du projet de 11,5 millions. Le reste est financé par un emprunt hypothécaire conventionnel. La beauté de l'affaire, c'est que la SDM obtient, dans un premier temps, l'équivalent de 40 \$ le pied carré sur une période de dix ans selon une formule de partage des bénéfices entre les trois membres du consortium. Dans un deuxième temps, elle pourra éventuellement récupérer la valeur comptable de ses propriétés de 75 \$ le pied carré. Evidemment, à long terme, nous sommes tous morts et l'administration Doré des années 80 ne sera plus qu'un vague souvenir.

Volonté de déménager

Ce traitement discriminatoire en faveur de la SDM ne plait évidemment pas aux propriétaires privés dont certains ont pour locataires des entreprises de multimédia. Ces dernières voudront assurément déménager dans la Cité du multimédia pour bénéficier des subventions. «Dans une optique d'un marché libre et ouvert, c'est une concurrence déloyale, c'est une grosse subvention pour la Ville de Montréal», juge Bernard Côté, de TGR Zone, une société immobilière associée à certains actionnaires de Discreet Logic.

C'est l'Agence du Faubourg des Récollets, une société à but non lucratif de résidents et d'entreprises du quartier, qui a lancé, il y a un an et demi, l'idée de vouer tout le quartier, et non pas seulement une de ses parties, à l'industrie du multimédia. Son projet voulait également faire place aux artistes qui se retrouvent en grand nombre dans le Faubourg des Récollets. Ses membres sont aujourd'hui amers. La SDM a pris le relais, n'a gardé que les entreprises en multimédia subventionnées. L'effet d'entraînement fera le reste, justifie la paramunicipale.

POUR TOUS VOS PLACEMENTS DEPUIS 1967

Tassé le Boursier

(514) 879-2100

ou de l'extérieur de Montréal

1 800 55 TASSÉ

8 2 7 7 3

Montréal (Siège social) (514) 879-2100

Chandler (418) 689-5482 • Drummondville (819) 472-5635 • Granby (514) 375-3711 • Kamouraska (418) 492-2740 • Laval (514) 682-8800 • Longueuil (514) 679-4229 • Magog (819) 868-2716 • Québec (418) 647-1050 • Rimouski (418) 722-6050 • Saint-Jean (514) 347-7511 • Sherbrooke (819) 562-3045 • (819) 823-1722 • Sorel (514) 742-0419 • Valleyfield (514) 371-0368

Tassé est membre des Bourses de Montréal et de Toronto, de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, ainsi que du Fonds canadien de protection des épargnants.



ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Rentrée internationale

Montréal accueillera, à la fin octobre, le Mondial de la publicité francophone

La projection des Lions, les publicités qui ont gagné un prix au Festival international des films publicitaires de Cannes, marquera en quelque sorte la rentrée des activités qui s'adresseront, cette année, à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la publicité. C'est d'ailleurs un coup d'envoi tout à fait approprié, pour une rentrée qui se fera sous le signe de l'international. C'est en effet au tour de Montréal de recevoir les assises, à la fin d'octobre, du Mondial de la publicité francophone. Auparavant, à la mi-octobre, La Nuit de la pub, un événement qui se déroulera pour la première fois à Montréal, présentera un éventail de 700 publicités en provenance de 39 pays.

Tout au long de la saison, les «Grands Débats» organisés par le Publicité-Club de Montréal (PCM), toucheront à des thèmes tels la censure, la viabilité des canaux spécialisés et la pertinence de la recherche.

Les Lions, qui seront présentés pendant trois jours, la semaine prochaine, pour le grand public (voir plus bas), représentent l'occasion rêvée de se replonger dans certaines réalités qui ont trait à la publicité. «C'est toujours une expérience extraordinaire»,

dit Michèle Petitclerc, responsable de la projection des Lions de Cannes pour le compte du PCM. Michèle Petitclerc, qui est conceptrice-rédactrice à la pige après avoir passé 11 ans à l'agence Marketel, a d'ailleurs conçu l'invitation qui a été envoyée aux membres du PCM pour leur annoncer une projection spéciale des Lions de Cannes. «Le concept, qui tourne autour d'une occasion à venir "recharger les batteries", traduit bien ce que je ressentais», souligne Michèle Petitclerc, qui a elle-même assisté au Festival de Cannes cette année. On en ressort vraiment avec un surcroît d'énergie.»

L'expérience de Cannes comporte, évidemment, des aspects qui vont au delà du visionnement des publicités gagnantes. «On retrouve, parmi les finalistes, d'excellentes publicités», souligne Michèle Petitclerc. A Cannes, comme dans tous les concours, il y a d'autres raisons que la simple qualité qui motivent l'attribution d'un prix. On a une occasion unique de voir d'excellentes publicités, qu'on ne reverra jamais par la suite. Ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à Cannes devront cependant se contenter d'aller, la semaine prochaine, voir les gagnants. Ce qui promet tout de même de n'être pas si mal si l'on se fie à un

coup d'œil sur les gagnants, et aux commentaires d'une observatrice comme Michèle Petitclerc. Le Grand Prix, d'abord: une publicité pour Nike, sur le thème «Et si l'on traitait tous les sportifs de la même façon que les skateboaders?», qui nous fait une démonstration par l'absurde: des joggers qui courent dans la rue se font interdire par la police, des joueurs de tennis se frappent, sur le court, à une interdiction... «Quand je l'ai vue en finale, je ne pensais pas que cette pub gagnerait, même si je l'espérais...», dit Michèle Petitclerc. C'est une pub qui repose, au départ, sur un bon concept, bien plus que sur une exécution spectaculaire. C'est d'ailleurs le cas de la plupart des pubs qui ont été récompensées, contrairement aux années précédentes, où l'accent était mis sur les publicités spectaculaires. Je trouve ça très réconfortant.»

Une autre tendance à noter, est la présence de publicités très «anti-rectitude politique». Dans une publicité pour la chaîne de fast-food américaine Jack-in-the-Box, par exemple, le patron de la chaîne engueule violemment un client qui vient de dénigrer le produit en le qualifiant de «Junk-in-the-Box». «L'effet est extrêmement violent, et très drôle en même temps», commente Michèle Petitclerc. Et c'est quelque chose que l'on n'aurait probablement pas fait ici! Ça n'aurait jamais passé en recherche. Il y aurait sûrement de quoi alimenter des débats... Autre

exemple: une publicité pour Miller, dans laquelle des anges gardiens provoquent l'accident d'un camion de bière et attendent que les «âmes» des bouteilles mortes montent au ciel pour pouvoir continuer leur party...

On peut voir plus d'une centaine de publicités de la sorte, gagnantes d'un Lion d'or, d'argent ou de bronze. Donc, bon visionnement aux intéressés, et bonne rentrée publicitaire.

Présentation des Lions de Cannes: au cinéma du Complexe Desjardins, à Montréal, les 6, 7 et 8 octobre. Représentations à 13h30, 16h, 18h45 et 21h15. Coût: 8 \$.

Aussi, pour les publivores: la cinquième édition de l'émission *Planète Pub*, sur les ondes de TQS, présente aujourd'hui un tour d'horizon mondial des publicités de bière. Jean-René Dufort, journaliste de *La fin du monde* est à sept heures, est l'invité de la semaine. Aussi au programme: la pub de la semaine, et l'utilisation, en publicité, des bons sentiments... Le samedi à 16h30, en reprise le dimanche à 23h30.

Philippines Airlines

Les employés acceptent le plan de la direction

AGENCE FRANCE-PRESSEN

Manille — Les employés de Philippines Airlines ont accepté un plan de la direction qui devrait permettre la reprise de la compagnie par de nouveaux investisseurs dont des opérateurs étrangers.

Les résultats du vote effectué jeudi et hier dans l'ensemble du pays auprès des quelque 7000 membres du personnel donnent un pourcentage de 61,29 % aux oui contre 33,79 % pour les non. La direction proposait une suspension pendant dix ans de la convention collective de l'entreprise, et donc du droit de grève de ses employés, contre une cession gratuite de 20 % des actions de la compagnie au personnel et trois sièges au conseil d'administration.

Les investisseurs intéressés par la reprise de Philippines Airlines avaient posé comme condition l'acceptation par le personnel de ce plan de la direction qui avait été rejeté une première fois il y a dix jours au cours d'un vote à bulletin secret.

Les vols de la PAL, qui assurait 80 % des vols intérieurs aux Philippines mais croule sous une dette de plus de deux milliards de dollars, sont assurés en partie depuis lundi par Cathay Pacific, de Hong-Kong, du groupe Swire. Cathay Pacific se trouve en

bonne place parmi les repreneurs possibles de la PAL, mais le transporteur allemand Lufthansa, Singapore Airlines, la compagnie taïwanaise Eya Air et l'américaine Northwest Airlines ont aussi exprimé leur intérêt à une reprise des activités de la compagnie.

La loi philippine interdit toutefois une participation étrangère de plus de 40 % dans une compagnie exploitant le réseau intérieur.

La PAL n'est pour l'instant entière propriétaire que de cinq des quelque 50 appareils de sa flotte — quatre Airbus et un Boeing — et les grands créanciers de la compagnie, dont Airbus et l'Eximbank américaine, cherchaient cette semaine à récupérer les appareils de la PAL toujours à Manille.

Le président de la PAL, le magnat de l'industrie Lucio Tan, avait demandé jeudi aux membres de la direction de la compagnie de présenter leur démission pour laisser le champ libre aux nouveaux investisseurs et il a fait savoir qu'il renoncera lui-même à détenir une part majoritaire dans la compagnie.

La PAL, fondée en 1941, est la plus ancienne compagnie aérienne en Asie. Selon sa direction, l'accord de direction-syndicat intervenu hier devrait permettre une reprise progressive des vols intérieurs de la PAL à partir de la semaine prochaine.

L'entente
devrait
permettre
la reprise de
la compagnie
par de
nouveaux
investisseurs



Marie-Claude Ducas

C'est facile à comprendre quand on comprend que tout est compris.



Selon Clearnet, l'achat d'un sans-fil devrait être simple, abordable et sans mauvaise surprise. Nos appareils sont tous bimodes et nos forfaits sont vraiment abordables et, surtout, complets: messagerie vocale, afficheur et appel en attente sont toujours inclus.

Pas de surprise, donc! C'est facile à comprendre, non?

clearNET scp
le futur est simple



Guide d'achat du sans-fil

Lorsque vous achetez un téléphone sans fil, c'est important de poser les bonnes questions pour obtenir l'appareil et le type de service qui vous conviendront le mieux. La liste qui suit devrait vous aider à simplifier votre magasinage.

	Clearnet SCP	Autres options
L'achat de l'appareil.		
• Quel est le coût d'un appareil bimode pouvant être utilisé partout au Canada?	149,99 \$	
• Dois-je payer des frais de mise en service ou acheter une micropuce pour utiliser le téléphone?	Non	
Choisir un forfait.		
• Quel est le prix de base d'un forfait mensuel?	20,00 \$*	
• Puis-je choisir un forfait qui inclut le temps d'antenne illimité la fin de semaine?	Oui	
• Si j'utilise plus de minutes que prévu dans mon forfait pour des appels locaux canadiens, quel est le tarif à la minute?	20 ¢	
• Les appels faits à l'extérieur de la zone numérique comptent-ils dans mes minutes incluses?	Oui	
Faut-il payer de l'extra pour les extras?		
• Est-ce que la messagerie vocale, l'afficheur ou l'appel en attente sont inclus gratuitement?	Oui	
• Est-ce que je serai facturé à la seconde pour tous les appels locaux et interurbains, dès la première seconde?	Oui	
• Est-ce que les appels locaux sont gratuits partout au Canada le jour de ma fête?	Oui	
• Est-ce que ma compagnie de communication sans fil m'envoie des primes de remerciement à tous les mois?	Oui	
• Ai-je une garantie de satisfaction de 30 jours?	Oui	

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 1888 CLEARNET™ et demandez notre guide complet «Passer au sans-fil. Votre guide d'achat» ou visitez notre site web au www.clearnet.com.

* Avant taxes et redevances d'utilisation du système. ** Marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Communications Inc. Le SCP Clearnet est offert à la boutique Clearnet située au 950, rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal et chez les marchands participants suivants:



EN BREF

Une usine de pièces dans l'est de Montréal

(Le Devoir) — Mark IV Industries installera une usine de fabrication de pièces automobiles dans l'est de Montréal. Mark IV Air Intake Systems, dont le projet d'investissement s'élève à 80 millions, recevra une aide financière de 9,5 millions liée aux immobilisations de la part d'Investissement Québec. L'usine se spécialisera dans la fabrication des collecteurs d'admission d'air en plastique, au moyen d'un procédé d'injection-soudage jamais employé jusqu'à maintenant en Amérique. Elle comprendra également un laboratoire de recherche et de développement pour les produits destinés au marché nord-américain. De son côté, Emploi Québec accorde une contribution financière de 2,6 millions pour la formation des 162 nouvelles personnes qui seront embauchées au cours des cinq prochaines années. Mark IV Industries, établi près de Buffalo, est un fabricant de pièces destinées au marché de l'automobile et aux industries.

Japon: le taux de chômage revient au record de 4,3 %

Tokyo (AP) — Illustrant l'ampleur de la récession économique et l'aggravation des conditions sur le marché du travail, le taux de chômage au Japon s'est élevé en août à 4,3 %, soit le record enregistré au mois de juin, selon les chiffres diffusés hier par les autorités. Le nombre des demandeurs d'emploi a atteint 2,97 millions tandis que celui des salariés s'est élevé à 65,46 millions, en baisse de 440 000. Il s'agit du septième mois consécutif du recul du nombre des salariés. Peu après la diffusion de ces chiffres, l'administration du premier ministre Keizo Obuchi a tenu sa première réunion visant à trouver les moyens d'enrayer la hausse du chômage et de sortir le pays de la récession. Mais le chef de l'Agence de planification économique du Japon, Taichi Sakaya, a déclaré que la nouvelle augmentation du nombre des demandeurs d'emploi illustrait la gravité des conditions sur le marché du travail et a noté qu'une amélioration prochaine était peu probable. Le taux de chômage avait atteint le record de 4,3 % en juin avant de redescendre à 4,1 % en juillet, mettant provisoirement un terme à la tendance qui a vu le taux grimper régulièrement depuis 3,4 % il y a un an.

Schröder pourrait être moins strict

Francfort (AFP) — Le futur gouvernement allemand du social-démocrate Gerhard Schröder pourrait adopter une approche moins stricte du pacte de stabilité contraignant les pays de la zone euro à la rigueur budgétaire, ce qui laisse présager des tensions avec la Banque centrale européenne (BCE). Le pacte de stabilité est l'enfant de Theo Waigel, ministre des Finances sortant. Il veut que les États ramènent à moyen terme leur budget à l'équilibre ou, mieux, à l'excédent. L'adoption de ce pacte ne s'était pas faite sans grincements de dents. Dans la campagne électorale, la démocratie chrétienne du chancelier Helmut Kohl se targuait d'ailleurs d'être parvenue à l'imposer aux partenaires européens.

ÉCONOMIE

FINANCE

Les fonds d'investissement, nouvelle génération

L'extrême volatilité des cours boursiers et des marchés financiers va accélérer les mariages entre les fonds d'investissement et les compagnies d'assurances. D'ailleurs, les récents sondages démontrent que de plus en plus d'investisseurs cherchant une solution de rechange aux rendements chétifs des dépôts traditionnels, tout en convoitant la garantie du capital que ces dépôts comportent, veulent une nouvelle avenue. Cette soit s'en trouvera toujours plus nourrie, au fur et à mesure que les détenteurs de fonds d'investissement recevront leur état de compte trimestriel. Les regards vont donc se tourner de plus en plus vers les fonds distincts, un produit qui ne restera plus méconnu du public.



Gérard Bérubé
♦ ♦ ♦

Changement d'attitude

On ne peut véritablement parler de nouveautés puisque les fonds distincts existent depuis une trentaine d'années. Mais ce à quoi on assiste depuis quelques années (depuis janvier 1997, en fait), c'est à un rapprochement sérieux entre cette catégorie de fonds, apanage des compagnies d'assurances, et les fonds d'investissement traditionnels. Et l'on peut parler, ici, d'une nouvelle génération, ces mariages en étant encore à leurs premiers balbutiements.

Les fonds distincts nouvelle génération ont été abordés à plusieurs reprises dans le cadre de cette chronique, dont à deux reprises en février dernier, lors de la campagne REER 1997-98. Une campagne que nous invitons à placer sous le sceau de la sécurité du capital. Les fonds distincts étaient alors présentés comme étant une réponse à ce changement d'attitude que l'on pouvait observer chez les épargnants en début d'année. Un changement d'attitude qui s'inspirait des turbulences provoquées par la crise monétaire, alors asiatique, et la sensibilité d'indices boursiers à leur sommet dans cette phase avancée de la croissance économique.

Offerts par les compagnies d'assurances, les fonds distincts ne permettent pas d'éviter les revers boursiers. Mais ils ont pour particularité de garantir le capital à l'échéance, au terme d'une période de détention, généralement de dix ans, ou au décès, et de permettre dans l'intervalle de cristalliser les gains, généralement deux fois l'an. À l'échéance, ou au décès, le titulaire reçoit le plus élevé de la valeur marchande ou de sa mise de fonds. Quant à la cristallisation des gains, cette mécanique permet de reconduire la protection du capital gonflé de ses plus-values.

La loi oblige les assureurs à offrir une garantie minimale correspondant

à 75 % du capital mais la plupart offrent une protection d'au moins 100 %, quelquefois plus.

Ces véhicules font également miroiter l'insaisissabilité, un privilège tributaire des produits d'assurance qui n'est toutefois toujours pas reconnu par les tribunaux.

Des particularités intéressantes, donc, surtout en ces temps fortement troublés. De plus, et puisque l'on reprochait souvent, dans le passé, aux assureurs, reconnus pour leur gestion de portefeuille conservatrice, de tenir difficilement la comparaison avec les fonds d'investissement traditionnels au chapitre du rendement, on assiste depuis

près de deux ans à un mariage entre ces deux mondes, à un rapprochement entre assureurs et gestionnaires de fonds traditionnels. La Financière Manuvie a lancé le mouvement en janvier 1997 en lançant une famille de fonds garantis qui permettait d'acheter des parts offertes par des gestionnaires tels Trimark, Talvest, AGF ou Fidelity, auxquelles parts venaient se greffer les caractères inhérents aux fonds distincts. Manuvie accepte même les transferts, sans frais, d'une famille de fonds à une autre.

Prolifération

L'idée a fait du chemin, et depuis, on a assisté à une prolifération de ces tandems. La Banque Nationale a même effectué une percée dans ce segment au début de 1998 en donnant naissance à cinq fonds communs de placement Investnat protégés. Et cette semaine, le géant Templeton, cinquième au Canada avec son actif de 16 milliards au 31 août dernier, a annoncé avoir également pris ce virage. Le portefeuille de fonds de Templeton s'est donc enrichi de six fonds distincts offerts dans le cadre d'une entente avec la compagnie d'assurances Allianz Life Insurance Company d'Amérique du Nord. Templeton s'inspire des conclusions d'un sondage récent qui indiquent que 41 % des répondants vont modifier leur attitude face au risque en raison de cette volatilité extrême des cours boursiers, qui prévaut depuis plus d'un an maintenant.

Il va sans dire que ces avantages offerts par les fonds distincts ne sont pas gratuits. Ils sont généralement accompagnés de frais de gestion annuels oscillant entre 0,2 et 0,5 %, en moyenne, qui viennent s'ajouter aux frais de gestion inhérents aux fonds d'investissement. Dans le cas de la Banque Nationale, ces frais d'«assurance» pouvaient varier entre 0,75 et 1,2 %.

Industrie porcine

Les producteurs et le ministre révisent leur entente

CLAUDE TURCOTTE
LE DEVOIR

À la suite d'une autre dure semaine de négociations, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et les représentants des producteurs de porcs en sont arrivés à un autre accord, en espérant cette fois qu'il durera. Il reste toutefois certaines boucles à boucler et on ne peut pas écarter tout danger d'un nouveau blocage à plus ou moins long terme.

Voilà pourquoi, sans doute, le ministre Guy Julien précise dans son communiqué qu'il s'agit d'une entente de principe et que dans le communiqué de la Fédération des producteurs de porcs on parle d'un «*règlement à l'horizon*». L'accord annoncé hier apporte essentiellement un soulagement à court terme, tout en comportant certains éléments ouvrant une voie nouvelle sur l'avenir. M. Julien n'hésite pas à le dire lui-même: «*Nous avons géré le court terme.*»

Pour obtenir l'adhésion de la Fédération et de l'Union des producteurs agricoles, le gouvernement québécois injectera 26 millions d'argent neuf net, ce qui s'ajoutera aux 118 millions déjà prévus dans le budget de l'assurance-stabilisation cette année. Le gouvernement a consenti à annuler une compression de 9,54 \$ par porc pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 31 mars 1999. Les producteurs recevront en octobre prochain un premier versement de 5 \$. L'accord prévoit en outre des avances de compensations additionnelles telles que prévues au régime d'assurance-stabilisation, soit 60 \$ par truie et 5 \$ par porc pour une période identique à celle précitée.

On a beaucoup parlé au cours des derniers jours d'un montant de 4 \$ par porc qui devait être ajouté ou soustrait dans le règlement final. Encore hier, l'ambiguïté persistait à cet égard. M. Pouliot, président de la Fédération mentionnait que cette avance de 4 \$ était incluse dans le montant de 9,54 \$, alors que M. Julien disait que cette question faisait hier même l'objet d'une rencontre dite technique, par opposition à politique.

Élargissement des conditions d'admissibilité

Les producteurs ont obtenu un élargissement des conditions d'admissibilité au programme spécial de consolidation des entreprises porcines mis en place le 1^{er} avril 1998 pour venir en aide aux entreprises en difficulté. Il s'agit d'un fonds de cinq millions pour une période de deux ans dont pourraient profiter une centaine de producteurs plus menacés que d'autres. Voilà pour les remèdes à court terme.

En ce qui concerne l'avenir, le ministre et les représentants des producteurs ont décidé de confier à une firme indépendante un examen complet des formules les plus précises pour établir le coût de production d'un porc. Selon sa dernière évaluation connue, le ministère situait à 137 \$ ce coût de production, alors que les producteurs le situaient à plus de 150 \$.

M. Julien précise que chaque partie aura à valider chacune des étapes de cette étude indépendante et qu'il faudra à la fin en accepter les conclusions. L'application du nouveau modèle sera effective à compter du 1^{er} avril 1999. Pour le ministre, il s'agit là d'un point majeur dans l'accord annoncé hier, puisqu'il permettra d'éviter la récurrence de l'allocation supplémentaire de 9,54 \$.



JAVQUES NADEAU LE DEVOIR

Les négociations ont connu leur point le plus chaud avec le barrage de l'autoroute 20 par un groupe de producteurs.

Enfin, les parties se sont entendues sur la création d'une fiducie pour gérer les fonds d'assurances agricoles. Selon le ministre, qui déposera un projet de loi à cet effet dans les premiers jours de la session, cette fiducie permettra de clarifier les responsabilités réciproques des parties concernant les fonds d'assurances. Pour sa part, Laurent Pellerin, président de l'UPA, fait valoir que cette fiducie permettra une plus grande latitude dans l'émission des compensations. Les fonds d'assurances sortiront en fait du périmètre comptable du gouvernement, de telle sorte qu'en situation de crise le fonds consolidé de la province n'en sera pas affecté. Cette mesure est prise en accord avec le Vérificateur général.

Unaniment ravis

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont participé à ces négociations commencées il y a deux ans et qui ont connu leur point le plus chaud avec le barrage de l'autoroute 20 par un groupe de producteurs étaient ravis de la conclusion.

Tout en exprimant sa satisfaction, M. Pouliot avait quand même un conseil à donner aux producteurs: «*J'invite les producteurs ainsi que tous les intervenants du secteur porcine à gérer prudemment leurs entreprises en rationalisant au maximum leurs opérations. Grâce à cette entente nous éviterons le pire, mais la crise financière mondiale demeure et ses répercussions continueront de se faire sentir.*»

L'industrie porcine au Québec génère des revenus proches de quatre milliards et crée environ 30 000 emplois directs et indirects.

Centre Pierre-Boucher

Le ministère ne se mêlera pas au maraudage

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Le ministère du Travail du Québec n'interviendra pas dans le dossier du maraudage qui a eu lieu en novembre 1997 au Centre hospitalier Pierre-Boucher (CHPB), de Longueuil, entre deux syndicats affiliés à la FTQ.

En juin dernier, un groupe d'employés du CHPB, membres du Syndicat québécois des employés et employées de service (SQES 298, FTQ), avait porté plainte contre la FTQ auprès du ministère.

Le groupe accusait la fédération de ne pas avoir respecté la volonté de la majorité des 500 employés de soutien qui veulent adhérer au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP Québec), lui aussi affilié à la FTQ.

Précisément, les plaignants reprochaient à la FTQ «*d'être intervenue comme un troisième joueur tout au long de la période de maraudage ainsi que dans le processus d'accréditation* [à l'automne 1997]».

L'ultime souverain

L'enjeu, selon le groupe d'employés? L'ultime souverain en matière de droit d'association au Québec, le Code du travail ou les protocoles d'engagement de la FTQ, qui interdit le maraudage entre deux syndicats affiliés.

Le 3 novembre 1997, le SCFP avait déposé une requête en accréditation au Bureau du commissaire du travail afin de représenter les employés du CHPB. Un geste vertement dénoncé par la FTQ et le SQES 298.

Lors d'un entretien téléphonique accordé au *Devoir* cette semaine, un porte-parole du ministère du Travail a indiqué que le ministère a effectué des «*vérifications*» et jugé qu'il ne devait pas intervenir puisque les deux syndicats se sont finalement entendus entre eux, et ce, avec la bénédiction de la FTQ.

En février 1998, les trois parties (FTQ, SQES 298 et SCFP) avaient conclu une entente qui prévoit la tenue d'un «*scrutin d'allégeance*» qui se tiendra en mai 1999. Le syndicat gagnant représentera les 500 employés.

Bogue de l'an 2000

Vaut mieux se préoccuper aussi des partenaires et des fournisseurs

Un rapport que Statistique Canada a publié hier a de quoi apaiser les craintes de ceux qui prédisent une apocalypse informatique

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Il ne reste plus que 65 semaines avant le 1^{er} janvier 2000, et bien que de plus en plus d'entreprises se penchent sérieusement sur la façon de corriger le bogue de l'an 2000, elles négligent ce qui se passe chez leurs partenaires et leurs clients.

Statistique Canada a publié hier son rapport final sur un sondage mené en mai, et les résultats ont de quoi apaiser les craintes de ceux qui prédisent une apocalypse informatique à l'entrée du nouveau millénaire.

Près de 70 % des entreprises interrogées ont fait quelque chose pour s'assurer que leurs systèmes informatiques ne soient pas affectés par le passage à l'an 2000. Et la presque totalité d'entre elles promettent d'être totalement prêtes lorsque minuit sonnera au soir du 31 décembre 1999.

Il faudra en discuter

À mesure que la date fatidique approche, les entreprises doivent toutefois regarder de plus près ce que font leurs partenaires, fournisseurs et clients si elles veulent s'assurer d'une transition sans accroc. Le sondage de Statistique Canada indique que près des trois quarts des entreprises interrogées n'avaient même pas discuté du sujet avec d'autres. «*Il faut se préoccuper de l'effet domino*», a prévenu le professeur Jack Gorrie, coordonnateur du projet sur le bogue de l'an 2000 à l'université de Toronto. «*Les gens peuvent corriger tous les pro-*

blèmes chez eux, mais ils doivent aussi regarder ailleurs. Même si une usine est parfaitement prête, elle pourrait se retrouver paralysée.»

Parmi les 2700 répondants au sondage de mai, 18 % disposaient d'un plan d'action concret pour régler le problème, presque deux fois plus qu'un an auparavant. Près de 15 % des grandes compagnies sont prêtes, et 27 % prévoient l'être d'ici la fin de l'année. Près de 9 % des grandes entreprises n'avaient rien fait encore ou ne savaient pas quand elles seraient prêtes.

DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

Importations Jacardi Inc.
Depuis 25 ans

VÊTEMENTS POUR HOMMES
FABRIQUÉS EN ITALIE

Vêtements et accessoires de marques renommées au prix de gros

LUN 10 h à 18 h
VEN 10 h à 18 h
SAM 10 h à 16 h

Soir sur rendez-vous

2015 Drummond (coin Maisonneuve)
Montréal (514) 845-6067

Nouveau local
Suite 102

É T A T S - U N I S

La création d'emplois s'essouffle

LE DEVOIR

En septembre, aux États-Unis, le nombre d'emplois non agricoles a crû de seulement 69 999, faisant suite à une croissance révisée à 309 000 au cours du mois précédent. Le taux de chômage a de son côté augmenté de 0,1 point de pourcentage (4,6 %). Le secteur manufacturier a inscrit une perte de 16 000 emplois, à la suite d'un gain de 99 000 emplois en août occasionné par le retour au travail des employés des usines de GM. Le secteur de la construction a présenté un recul de 20 000 emplois tandis que le secteur des services a affiché une décevante augmentation de 105 000.

Par ailleurs, le salaire horaire moyen a progressé de seulement un cent pour atteindre 12,86 \$. Sur une base année sur année, la croissance des salaires est de 4 %.

Par rapport à 1997, la croissance moyenne de l'emploi a décéléré. Elle a été de 218 000 pour les neuf premiers mois de 1998 comparativement à 264 000 pour la même période l'année précédente. La faiblesse des données de septembre reflète la décelération de l'activité économique américaine et donne une marge de manœuvre à la Réserve fédérale à l'idée d'abaisser davantage les taux d'intérêt.

Investissez dans votre propre plaisir.



Mazda Millenia S 1998

Location à partir de
399\$
par mois pendant 48 mois
Transport et préparation
INCLUS

OU

0%
FINANCEMENT!
À L'ACHAT!
jusqu'à 36 mois

Caractéristiques de série :

- Unique moteur V6 à cycle Miller de 210 chevaux
- Sièges du conducteur et du passager avant chauffants à réglage électrique 8 directions
- Riche aménagement intérieur garni de cuir
- Volant inclinable à mémoire
- Système de contrôle de la température entièrement automatique
- Toit ouvrant vitré escamotable à commande électrique
- Système audio perfectionné avec lecteur CD
- Roues de 16 po en alliage d'aluminium
- Système de télédéverrouillage
- Système antipatinage électronique et freins antiblocage



mazda

Coup de foudre! Coup de fougue!



VISITEZ NOTRE SITE WEB : www.mazda.co — Informez-vous au sujet du programme universitaire et collégial Mazda pour les diplômés. Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement. Offres disponibles à partir du 3 septembre 1998, réservées aux particuliers, d'une durée limitée. * Offre à 0 % de financement jusqu'à 36 mois disponible à l'achat des Mazda Millenia 1998 neuves en stock. Sujet à l'approbation de crédit. Un versement initial peut être exigé. Autres taux de financement disponibles. * Taux de location personnalisée Mazda : Offre portant uniquement sur la location-bail de 48 mois de la Mazda Millenia S 1998 neuve, modèle K4JL78TR00, en stock. Comptant initial de 5 000 \$ ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 500 \$ exigés. Sujet à l'approbation de Crédit Mazda Canada Inc. Limite de 80 000 km par an; frais de 8 ¢ le km additionnel. Aucune combinaison d'offres possible. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Approvisionnement et stock variables selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur.

Codex	VARDA	Var N	Var S	ImN	ImS
...	...	...	...	...	...

Fond	Code	YAMP	Var. %	Var. \$	1m	3m	1y	Fond	Codes	N	17.18	-2.84	-5018	+14.5	+7.1
Equilibri	N R	12.64	-1.1	-15.0	-7.8	-1.0	-4.0	US Equity	N-D	17.18	-2.84 <td>-5018<td>+14.5<td>+7.1</td></td></td>	-5018 <td>+14.5<td>+7.1</td></td>	+14.5 <td>+7.1</td>	+7.1	
INFINITY								World	N-D	18.26	-2.15 <td>-4610<td>+14.4<td>+7.1</td></td></td>	-4610 <td>+14.4<td>+7.1</td></td>	+14.4 <td>+7.1</td>	+7.1	
Canadian	O R	7.22	-48	-3697	-16.9	-4.1	-10.2	MAXIMUM							
International	O R	6.58	-1.65	-11.14	-4.4	-10.2	-10.2	Actions amer	O-D	8.31	-4.15	-3600	-12.6	-21.1	
Wealth Mgmt	O R	7.37	+2.5	+10.3	-13.2	-15.0	-15.0	Actions can	O R D	11.09	-4.64	-5400	-18.6	-18.6	
INOVACAP (n)	O R	6.85	-0.07	-2.908	-22.2	-7.5	-7.5	Actions intern	O R D	11.09	-4.64	-5400	-18.6	-18.6	
Investment	N R	8.70	inch	inch	inch	inch	inch	Dividends	O R D	6.67	-3.22	-2900	-17.0	-42.1	
INVEST								Metax preloxi	O R D	6.55	+7.55	-4000	-24.5	-23.1	
Act Can	N R	6.34	-5.37	-36.00	-20.0	-26.2	-26.2	Ress naturelles	O R D	6.48	+1.41	+0900	-21.9	-49.0	
Act Euro	N R	11.66	-0.80	-12.500	-1.0	-38.0	-38.0	Act Divers	O R D	6.65	+1.32	-1000	-19.9	-49.0	
Act Orient	N R	6.54	+1.30	+1.300	-7.5	-28.5	-28.5	MCDONALD AMBASS	O R D	7.95	-1.85	-115.0	-11.4	-8.0	
Act Japon	N-D	4.97	-17.8	-0.900	-4.5	-23.4	-23.4	Appy Gro RSP	L R	93.93	-4.47	-4371	-11.6	-2.1	
Div Emergenc	N R	12.05	-2.56	-31.85	-10.9	-9.2	-9.2	Aggressive	B	85.48	-2.07	-1803	-1.4	-1.4	
Divr Conserv	N R	9.83	-1.10	-0.100	NA	NA	NA	Balanced	L R	96.93	-3.65	-3600	-9.6	-9.6	
Divr Emergenc	N R	9.83	-1.10	-0.100	NA	NA	NA	Balanced	L R	90.31	-2.10	-10958	-10.8	-6.0	
Divr Ponder	N R	9.37	-1.36	-13.02	NA	NA	NA	Con Gro RSP	L R	95.09	-2.38	-4274	-7.5	-2.2	
Divr Dividend	N R	10.38	-1.69	-6.075	NA	NA	NA	Conservative	L R	94.72	-4.46	-4633	-9.2	-3.1	
Divr Privates	N R	12.19	-1.01	-12.73	-6.7	-11.0	-11.0	MCDONALD RSP	L R	95.05	+1.04	-8062	-13.9	-3.9	
Divr Ponder	N R	9.44	-2.89	-24.84	-11.0	-11.0	-11.0	Asia Plus	L-D	6.05	+1.04	-6363	-13.9	-3.9	
Hypothecals	N R	10.67	-4.47	-35.00	-1.4	+2.4	+2.4	Canada Plus	O R D	9.21	-3.56	-3400	-16.4	-15.1	
Am Pl US	N R	7.44	+4.50	-10.50	-14.2	NA	NA	Emerging Econ	O R D	11.51	-1.66	-2532	-12.2	-12.2	
Intd RER	N R	8.56	-3.06	-27.00	-21.0	-10.8	-10.8	Emerging Econ	O R D	11.94	+1.64	-1922	-1.2	+8.0	
Intd Amer Pl	N R	8.56	-3.06	-27.00	-21.0	-10.8	-10.8	Enhanced Global	L R D	9.89	-4.40	-7903	-13.3	-13.3	
Intdcl Can Pl	N R	8.03	-5.35	-4.000	-12.2	-19.6	-19.6	Euro Plus	L R	10.22	-7.05	-4317	-15.6	-15.6	

Fond	Codes	VANPA	Var.%	Var.\$	1m%	1an%		
ABAX								
		Cro Can Pet Cap	O-I	8.69	-3.52	-3166	-16.3	-27
		Cro Intl Gr Cap	O-I	13.24	-5.85	-8230	-9.2	+25
		Cro Intl Mar Em	O-I	10.04	-3.77	-3937	-23.6	-24

LA VALEUR DE VOS FONDS CHUTE ?

Considérez donc une gestion prudente :

FONDS OPTIMUM ÉQUILIBRÉ

Répartition à long terme

RENDEMENTS*

1 an 1,7 %

3 ans 9,7 %

5 ans 9,8 %

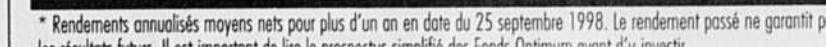
10 ans 9,3 %

SANS FRAIS : 1 888 OPTIMUM

* Rendements annuels moyens nets pour plus d'un an en date du 25 septembre 1998. Le rendement passé ne garantit pas les résultats futurs. Il est important de lire le prospectus simplifié des Fonds Optimum avant d'investir.

[illegible]

Considérez donc une gestion prudente :



Income	OR I	11.20	-13	-0.143	-3.4	+6	uGerman Index	L - I	18.19	-5.16	-0.9897	-17.7	+4
--------	------	-------	-----	--------	------	----	---------------	-------	-------	-------	---------	-------	----

Int'l Equity	0-1	7.96	-4.12	-3430	-17.1	-8	uHog Kang Bear	L-1	7.81	-2.75	-2212	-3.0	+
CORMEL (n)							uHog Kang Index	L-1	8.43	+3.10	+2531	-5.0	-
u Equilibria	I R	13.68	+91	+1230	-8.4	-2	uHoroKoro Geared	L-1	3.66	+5.38	+1870	-8.3	-

COTE 100 (n)					wJapan Bear	L-1	7.88	+2.81	+2150	+8.0		
Amerique	N-1	18.44	-5.38	-1.0497	-13.6	-17.1	wJapan Godard	L-1	2.50	-7.34	-1980	-27.9
RNB	N-1	17.04	-4.43	-2.906	-14.2	-19.6	iJapan Inland	L-1	4.70	-4.85	-2377	-16.4

EXP	N-1	17.0	-4.43	-1,030	-14.2	-12.6	Suburban Indx	L-1	7.70	-0.24	-2.02	
Excel	N-1	8.74	-2.64	-2,367	-10.0	NA	yuTactical Growth	L-	10.21	-6.0	-0,621	-9.8
REA	N-1	11.12			-17.4	-15.0	uUK Bear Fund	L-1	7.44	+1.57	+1,150	+11.9
	N-1	11.12					uUK Growth Fund	L-1	14.85	+3.2	+4,000	+19.3

REER	N+1	23.2	-5.02	-1,227.0	-14.3	-12	Wisk-based Fund	L-1	24.50	-2.15	-2,040.0	-16.1	+
U.S.	N+1	8.33	-3.78	-3,255	-8.9	-26.1	Wisk Index Fund	L-1	18.87	-1.69	-3247	-9.6	+
CROCS FUND (n)							U.S. Bear Fund	L-1	5.16	+2.08	+1,051	+9.9	+

y Crocus Fund	N R	13.34	-	-7	+8.5	uUS Geared	L-I	32.96	-3.74	-128.18	-17.5
CSA MANAGEMENT (n)						uUS Index	L-I	21.28	-1.95	-4236	-8.8
Goldfund	L-I	4.68	+8.33	+3600	-12.7	GLOBEINVEST (n)					

Goldtrust	L R I	5.46	+6.43	+3300	-10.8	-35.7	y GEM CS	L - I	3.31	+2.80	+0900	-9.0
CTI FONDS (n)							yuGFM US	N - I	5.72	+3.44	+1900	-13.0
or Actions	N R	R 36	inch	inch	NA	NA	GOLDWOOD FUND (n)					

y Croissance	N R	8.84	-53	-0.470	NA	NA	Goodwood Fund	0 -	9.06	-1.31	-1200	-2.6	+
y Obligations	N R	10.23	+68	+0.090	NA	NA	GREYSTONE CAP						

CUNIFF GROUP	N R D	13.04	-	-7.6	+17.3
y McEwain Inv					
DEACON CAPITAL					

Resolute Growth	ORD	13.4	-2.79	-3848	-14.0	-6.8
DESJARDINS						
Act Armer	L	10.61	-3.02	-3300	-14.5	-
Act Crois	L	9.25	-4.05	-3900	-20.2	-
Actions Mond	L	7.32	-7.11	-5600	-10.5	-
N RD		24.31	-3.86	-9760	-21.6	-20.6

Americain	N R D	12.0	-1.69	-2070	-7.1	+19.8	Asie-Pacifique	L R I	6.11	+66	+0400	-12.0
Croissance	N R D	12.20	-3.32	-4190	-19.3	-13.8	Crois & Revenu	L R I	4.92	-199	-1030	-12.3
Divers Armh	N R D	9.90	-2.78	-2830	-12.9	-7.2	Dix Mensuels	L R Z	3.24	-1.14	-0950	-7.6

Divers Aud	N R D	11.72	-1.61	-1920	-8.7	-3.3	Enterprise	L R I	14.71	-3.98	-6100	-19.2
Divers Mod	N R D	11.21	-7.0	-0790	-5.3	-1	Equil Can	L R I	18.58	-79	-1484	-7.6
Divers Con	N R D	10.34	-26	-0160	-2.6	-1.4	Enoil Int	L R I	5.51	-1.28	-1090	-2.2

Dividendes	N RD	10,14	-0,30	-0,030	-2,0	+7,4						
Dividende	N RD	13,02	-2,67	-3570	-14,2	-2,4	Grandes Soc Am	L -	9,19	-2,34	-2290	-11,2
Enviro	N RD	14,20	-3,41	-5010	-18,5	-14,9	Marchés Emerg	L -	6,56	-6,42	-4500	-28,4
	N RD	14,64	-0,17	-0010	10,2	+0,9	Bas. Emerg	L -	10,49	-0,66	-6674	-3,0

Equilibre	N-D	14.8	-2.17	-3240	-12.1	-7.2	Rev Gen	L-R	19.10	+30	+3371	-1.0
Hypothèques	N-D	4.58	+55	+0250	-1.0	+3.0	Rev Etranger A	L-R	12.76	+387	+4800	+5.8
Internat'l	N-D	34.01	-2.63	-9180	-10.4	+8.4	Rev Intl	L-R	11.01	+154	+1700	+3.0

Montréal	N R D	10.66	+0.04	+0.040	-2.0	+12.8	Rev Men Elev	L H I	7.38	-1.98	-1300	-18.6
Obligations	N R D	5.49	+57	+0.310	-1.6	+4.0	GUARDIAN GRP					
Québec	N R D	10.73	-2.51	-2.760	-10.1	+6.7	Act Amer	0 -	10.38	-2.99	-3200	-14.7

Sect Prometteur	N R D	7,55	-6,12	-4890	-17,4	NA	Act Crois	O R I	9,18	-4,08	-3900	-20,3	-
DGC ENT LSVCC (n)							Actions Mond	O - I	7,24	-6,94	-5400	-10,4	+
DGC Ent Venture	G R I	11,57	-17	-0200	-3,6	-2,3	Asie-Pacifique	O - I	6,02	+67	+0400	-12,2	-

DOMEQUITY	N R D	9.13	-2.14	-2000	-20.8	-41.8	Crois & Revenu	O R I	4.87	-2.01	-1000	-12.4
Domequity							Div Mensuels	O R Z	8.11	-1.15	-0950	-7.7
DUNIS DYNAMIC (N)							Entrepreneurs	O R I	14.48	-3.98	-6000	-19.3

	Dyn Act Immob	O-I	18.79	-2.19	-4200	-8.4	-4.9		Equiv Cap	O-I	18.61	-7.5	-1408	-7.7
Dyn Amer CS	O-I	12.22	+66	+0800	-9.8	+10.8		Equiv Intl	O-I	5.48	-1.79	-1090	-7.4	

Dyn Amer Lat	0-1	3.26	-61	-16200	-18.0	-24	Grupos Soc Am	0-1	9.12	-234	-2200	-11.1
uDyn Amer US	0-1	7.88	-187	-1500	NA	NA	Marchés Emerg	0-1	6.45	-639	-4400	-28.5
Dyn Assoc Mond	0-1	11.28	-44	-05000	-8.2	-5.3	Rev Can	0 R I	10.21	+50	+0508	+9

Dyn Assoc's	Q R I	8.47	-47	-0400	-7.1	-4.6	Rev Stranger B	Q R I	12.79	+3.86	+4800	+5.7	+
Dyn Can Immob	Q R I	9.14	-2.77	-2660	-13.5	-17.1	Rev Int	Q R I	11.02	+1.54	+1700	+3.0	+
Dyn Cdn Res	Q R I	5.00	inch	inch	NA	NA	Rev Men Elev	Q R I	7.30	-2.00	-1500	-18.7	+

Dyn Cr IsraelCS	G-I	9.91	-3.79	-3960	NA	NA	GUARDIANTIMING (n)				
uDyn Cr IsraelUS	O-I	6.39	-6.17	-4200	-13.3	NA	y Cdn Protect	O R D	11.81	-	+2.9
Dyn Crn Dca	O R I	6.37	-7.8	-7650	-10.3	-10.5	y First Amer	G R D	12.39	-	+8.5

Dyn Cross Can	O R I	9.26	-1.59	-1500	-18.4	-30.5	y Protect Amer	O R D	11.89	-	-	+10.5	+
Dyn Dividendes	O R I	6.52	-31	-0200	-7.6	-1.6	HANSBERGER CS						
Dyn Emission	O R I	19.92	-6.04	-0000	-17.5	-0.0	Heberlein	O R I	3.71	+27	+0100	-16.9	

Dyn Europe	O-I	18.30	-1.30	-3000	-17.1	-62.3	Hsbrg Asia	O-I	3.75	-4.00	-3100	10.0
Dyn Ext Orient	O-I	8.80	+1.73	+1500	-16.3	-19.3	Hsbrg Européen	O-I	7.82	-4.40	-3600	-12.9
Dyn Fonds Can	O-I	15.44	-1.91	-3000	-17.7	-22.0	Hsbrg Expans	O-I	5.12	-2.85	-1500	-22.5

Dyn Inti	O-I	9.81	-1.60	-1.600	-10.2	-1.6	Hsgr Glosmcap	O-I	6.02	-1.18	-0.900	-13.3
Dyn Met Pre Mnd	O-I	3.77	+9.91	+3.400	-18.4	-43.5	Hsgr Inti	O-I	8.51	-2.18	-1.900	-15.7
Dyn Met Prec	O-I	1.33	+6.40	+0.800	-20.8	-48.7	Hsgr Valeur	O-I	6.80	-2.22	-2.000	-13.9

Dyn Mond Mill	O-I	5.40	-1.28	-.0700	-19.7	-36.3	HANSBERGER US					
Dyn Orl Mondial	O-I	5.40	+1.50	+.0800	-2	-2.0	uhsbgr Asia US	O-I	2.40	-2.04	-.0500	-20.1
Dyn Pet Capital	O-R	4.39	-2.86	-.1200	-15.9	-17.8	uhsbgr Euro US	O-I	5.06	-6.47	-.3500	-16.1

Dyn Quebec	O R I	10.29	+39	+0400	-13.7	-13.8	uhsbgr Expans US	O - I	3.31	5.16	-1800	-25.4
Dyn Ress Mond	O - I	12.10	+67	+0800	-25.6	-48.1	uhsbgr GlsM CapUS	O - I	5.31	-3.10	-1700	-18.3
Dyn Rusk/CreMond	O - I	4.30	inch	inch	-7.6	-7.3	ukhsbgr Intl 10K	O - I	5.51	-4.17	-2400	-18.8

Dyn Revolu	O-I	5.06	+1.20	+0,0650	-1.5	-1.2	5.70	-4.20	-2500	-17.0
Dyn Titres Etat	L-R	9.94	+30	+0,0300	-2	+2.7				
HEMISPHERE CAP (n)										
							11.94	+09	+0,0100	-8.2

Y Value Fund	N-D	12.24	+1.35	+1633	+3.1
HILLSDALE INV (n)					
Hillsdale LS	N-D	12.22	+1.35	+1633	+3.1

Pwr Obligataire	O R	5.05	+80	+0400	-1.8	NA	HIRSCH MGMT	O R	9.87	+133	+1300	-4.5
Pwr Equilibre	O R	4.60	-2.34	-1150	-9.1	NA	Balanced	O R	8.69	-80	-0700	-14.1
DUNDEE FUNDS (n)							Cdn Growth	O R				

\$ Cost Avg	GRI	10.62	+50	+0590	-2	NA	Fixed Income	OR	10.53	+1.06	+1100	-2
Fund of Funds	ORI	8.38	-71	-0600	-11.2	-15.3	Nat Resource	OR	10.49	+2.64	+2700	-2.7

y Act Qualité	O R I	7,81	-7,02	-5900	-17,9	NA	Action Inté	N -	10,23	-4,60	-4931	-12,8
y Actions	O R I	10,51	-9,00	-1,0400	-20,8	-22,5	Actions	N R D	18,36	-4,86	-9377	-19,1
y Am. Moins Cn	O R I	7,82	-8,42	-2150	-30,2	NA	Am. Moins Cn	N R D	13,33	-3,46	-4776	-19,2

Y Am. Moyenne sup.	0-1	7,05	-0,97	-7,100	-2,02	NA	Gr. Supp. sup. only	N-D	5,80	-0,81	-0,471	-0,2
Y Crois Amér.	0-1	18,65	-4,75	-9,900	-13,1	+14,9	Crois Asiatique	N-D	17,89	-6,77	-1,2981	-10,5
Y Crois asiatique	0-1	6,95	-1,14	-0,080	-8,0	-23,8	Crois Euro	N-D	15,00	-2,21	-3,556	-11,0

y Equilibre	O-R	11,85	-2,91	-3563	-9,5	-7,2	Equilibre	N-R-D	13,09	2,87	-2040	-1,9
y Marchés Naiss	O-I	5,84	-7,01	-4400	-31,6	-41,4	Hypothécaires	N-R-D	11,33	+3,9	+6446	-1,2
y Mond Actions	O-I	13,84	-5,21	-7650	-13,0	+4,1	Nouv Marchés	N-D	5,00	-4,31	-2252	27,0
									10,97	-4,02	-1653	-9,9

y Mond Equil	O - I	12.29	-2.41	-3100	-8.3	+2.1	Oblig Can	N R D	12.31	+1.26	+1100	+1.2
y Mond Oblig	O - I	11.79	+2.70	+3100	+3.2	+11.7	Oblig Intl	N - D	12.02	+3.80	+4447	+5.0
y Obligations	O R I	8.98	+1.10	+0989	-1.7	+5.7	Revenue Div	N R D	14.95	-2.37	-3651	-13.3

y Rev Men Elev	O R I	8.16	-24	-0.0250	-11.1	NA	US Equity	N-D	18.76	-13	-8089	-13.5
ENSIS GROWTH							ICM GROUP (n)					
Crosscance	N R I	9.65	-21	-0.0200	-8	NA	Actions	N R I	11.26	-3.82	-4476	-16.5

Enterprise LSVCC (n)						Actions Intl	N-1	13.83	-2.10	-2080	-9.6
Enterprise GRI	8.25	-	-	-6.7	-16.8	Obligations	N-1	17.14	+1.12	+1020	-9
Enterprise						US Equities	N-1	6.03	-1.45	-2882	NA

[illegible]

Ord Equity	N R D	13.13	-4.17	-5.723	-18.3	-13.3
Ord Income	N - D	11.11	+8.1	+0.893	-2.8	+1.8
Wash Yield Bond	N R D	0.90	-52	-0.517	-5.3	+1.6

New Canada	N R D	10,63	-2,72	-3030	-16,9	-20,9
------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

ÉCONOMIE

FINANCES PERSONNELLES

L'effet baby-boomer et l'approche boomerang

Des gestionnaires de fonds communs de placement n'ont pas échappé à cette tendance et se sont penchés eux aussi sur ce que pourrait être l'avenir en matière d'investissement



Richard Giroux

Certes, bon nombre de personnes se sont procuré le best-seller intitulé *La Boom et l'Echo*, de même que le non moins célèbre *Rapport popcorn*. S'inspirant des tendances démographiques inévitables que présente le baby-boom des années 46-65, ces deux auteurs, à l'instar de plusieurs futurologues ayant médité sur le sujet, ont rassemblé suffisamment de preuves ou de prédictions crédibles pour illustrer ce que sera le monde de demain ou, comme dirait Richard Worzel, les vingt prochaines années de votre vie.

Or, les gestionnaires de fonds communs de placement n'ont pas échappé à cette tendance et se sont penchés eux aussi sur ce que pourrait être l'avenir en matière d'investissement. C'est à la compagnie de fonds communs C.I. que revient cette fois l'idée avant-gardiste de bâtir un fonds commun de placement à la mesure des attentes démographiques de cette tranche de la société.

En effet, sans aucun doute pour expliquer les tendances économiques qui caractérisent le déplacement des booms dans l'histoire de notre temps, deux gestionnaires américains d'envergure ont signé dernièrement, dans la langue de Shakespeare, un livre intitulé *Boomeromics*.

Réussir dans leur monde

Les auteurs gèrent des actifs de 8,5 milliards et travaillent, entre autres, à la mise en marché et à la gestion, pour le bénéfice de C.I., d'un tout nouveau fonds commun de placement très spécialisé ayant comme vocation de renfermer les industries appelées à réussir dans le monde que les baby-boomers n'auront pas le choix de créer, toutes choses étant égales par ailleurs. On pense par

exemple aux domaines suivants: les services financiers, les soins de santé, l'ameublement, de même que plusieurs produits de consommation.

Or, les gestionnaires Bill Streling et Stephen Waite de BEA Associates, pour le compte des investisseurs de C.I., misent sur le fait qu'au fil des ans, les boomers ont enrichi les compagnies œuvrant dans le secteur de pointe qui correspondait à leurs besoins de base. C'est ainsi, dirons-nous, que l'immobilier résidentiel a connu un boom exceptionnel au cours des années 80, pour s'écrouler par la suite et risquer de chuter encore plus bas lorsque les boomers vendront leur résidence principale à la retraite. Toutefois, le marché actuellement déprimé des résidences secondaires pourrait surgir à nouveau, vu la rareté éventuelle des secteurs aménagés à cette fin.

Au même moment, plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la retraite à 65 ans n'a plus

sa raison d'être, cet âge ayant été désigné à une époque où l'espérance de vie était moindre; on parlerait davantage aujourd'hui d'une retraite à 79 ans. Bref, si nous ne voulons pas nous fier aux statistiques de longévité et que l'idée de la retraite nous horripile, une fois devenus octogénaires, un fonds comme celui de C.I. peut sans doute satisfaire nos exigences de croissance et de capitalisation en misant dans des industries qui sont appelées à croître au cours des vingt prochaines années. Dans cette approche, on croirait voir venir un boomerang qu'on vient de lancer, puisque qu'au delà de la satisfaction des besoins, on va jusqu'à chercher comment l'effet du développement technologique engendré à cette même époque aura pour effet d'influencer les comportements et la dynamique de cette

même génération. Quoi qu'il en soit, je vous propose un résumé de certaines données intéressantes tirées de la tournée canadienne de lancement de ce nouveau fonds.

Comment ils vivent?

L'auteur se questionne d'abord sur la façon dont les 85 millions de baby-boomers vivant en Amérique du Nord sont en train de transformer l'économie, et comment la révolution technologique et la mondialisation sont en train de transformer la vie des baby-boomers et de leurs enfants. En effet, durant la période de pointe (1998-2010), les baby-boomers entrent dans une période où leurs revenus, leur productivité, leurs économies et leur sagesse atteignent des sommets. Certains craignent tout de même le ressac prévu en (2011-7), soit la période pendant laquelle ceux-ci commencent à prendre leur retraite et à liquider leurs actifs, dont leurs biens immobiliers. Pendant ce temps, nos dirigeants se penchent sur un tout autre problème en recherchant la grande solution, c'est-à-dire la création de solutions pour remédier à l'insolvabilité des programmes de sécurité sociale et d'assurance-maladie.

Bill Sterling affirme que ce scénario comporte aussi des bonnes nouvelles, déjà perceptibles par les tendances qui s'amorcent: les baby-boomers se mettent déjà à économiser, la révolution technologique générera d'importants gains de productivité, tandis que la mondialisation favorisera l'âge d'or du capitalisme. Selon ce scénario, on assisterait à une augmentation des cours qui permettrait d'atteindre des sommets aussi impressionnants que 25 000 points pour le Dow Jones d'ici l'an 2010! Quant aux pressions inflationnistes, elles continuent de s'atténuer. Même si les baby-boomers vieillissent, cela ne veut pas dire qu'ils sont déjà vieux. Pour cause, le domaine de la biotechno-

logie commence à vivre une véritable révolution. Selon Bea Associates, la productivité s'est accrue considérablement durant les années 1990, mais il est probable que les gains les plus importants restent à venir. La mondialisation et l'augmentation des échanges internationaux favorisent la richesse à l'échelle mondiale. S'appuyant sur des prédictions des taux d'intérêt qui pourraient descendre à des niveaux excessivement bas, le gestionnaire affirme que la tendance des marchés haussiers se poursuivra probablement dans les années à venir. L'économie démographique transformera les secteurs financiers et économiques de l'Amérique du Nord, ainsi que nos habitudes en matière de produits de consommation tels que les voyages, les loisirs, l'alimentation, le mobilier et l'industrie du divertissement. Voilà donc sans doute, pour Bill Sterling, suffisamment de raisons justifiant la motivation de procéder au lancement de son livre en même temps que le Fonds Économie démographique mondiale C.I., qui offrira aux investisseurs une diversification mondiale dans des secteurs présentant un potentiel de croissance élevé, axé sur les tendances démographiques. Si vous vous demandez ce qu'il adviendra de vos finances dans la prochaine lutte des générations, ce fonds mérite sans doute d'être examiné.

Richard Giroux est planificateur financier et conseiller en placements. Archives disponibles sur le site www.matcheconomy.com

Une erreur s'est glissée concernant l'adresse du site Internet de @rgentum dans l'article de la semaine dernière et nous nous en excusons. Voici donc la bonne adresse: <http://www.rgentum.com>

LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

SUITE DE LA PAGE C 4

Fond	Codes	VANPA	Var.	Var. 5	1m	1m	Fond	Codes	VANPA	Var.	Var. 5	1m	1m	Fond	Codes	VANPA	Var.	Var. 5	1m	1m
RETROSCAPE (SUIVE)	N-D	10.07	-3.25	-5793	-88	-6.9	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch	inch	+2	NA	AC/INCOME SER	O-R	4.47	4.57	-1.60	-7.26	+3.5
REVENUE CT CAN	O-R	5.06	inch																	

[illegible]

• ÉCONOMIE •

EN BREF

Fonds M en dollars américains

La Banque de Montréal a lancé une famille de Fonds M en dollars américains, dont l'un des objectifs consiste à se mettre à l'abri des fluctuations du dollar canadien face à sa contrepartie américaine. Les trois nouveaux fonds couvrent le marché monétaire, le marché obligataire et le marché boursier américains, ce dernier portefeuille empruntant la répartition des titres composant l'indice S&P 500. Ces trois fonds sont sans frais d'acquisition et peuvent être encaissés en tout temps sans pénalité. Le placement minimum est de 500 \$ US ou de 50 \$ US par mois. Dans le cadre d'un REER, ces fonds entrent dans la portion 20 % dédiée aux placements étrangers.

Deux fonds chez Fidelity

Fidelity Investments Canada a également annoncé l'ajout de deux nouveaux portefeuilles à sa large famille de fonds. Le Fonds Fidelity Discipline Actions et le Fonds Fidelity Équilibré Canada «permettront aux investisseurs canadiens de tirer parti des énormes ressources mondiales de Fidelity en matière de recherche en polarisant les connaissances des trois gestionnaires de fonds et des 12 analystes qui veilleront à la sélection des actions», peut-on lire dans le communiqué. Le fonds Discipline s'inspire de la pondération sectorielle de l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto mais l'équipe de 12 analystes y intégrera la démarche de sélection de titres propre à Fidelity afin d'obtenir un rendement accru et une volatilité moindre. Et chacun des analystes est libre de choisir jusqu'à concurrence de 20 % de titres étrangers. Le fonds Équilibré se compose, pour sa part, de 50 % d'actions, de 40 % d'obligations de qualité et de 10 % de titres à rendement élevé.

Les OEC à 4 %

L'émission 1998 des obligations d'épargne du Canada (OEC), mise en vente du 5 octobre au 1er novembre, porte un taux d'intérêt de 4 % la première année. À titre de comparaison, un certificat de placement garanti commande présentement un taux annuel inférieur, soit 3,85 %, sans la liquidité de l'OEC. Ces obligations sont encaissables en tout temps. Une première cette année, Ottawa offrira simultanément une nouvelle obligation d'épargne, soit l'obligation à prime du Canada (OPC). Cette nouvelle obligation offrira un taux de 4,5 % la première année, de 4,75 % la deuxième et de 5 % la troisième, pour un taux de rendement annuel garanti de 4,75 % si elles sont détenues pendant trois ans. L'OPC offre un rendement supérieur à l'OEC en contrepartie d'une liquidité moindre. Ces nouvelles obligations ne sont rachetables qu'une fois l'an, à la date d'anniversaire ou dans les 30 jours suivants. Ces annonces ne sont, en fait, que les premières d'une série d'émissions car le gouvernement canadien prévoit six émissions consécutives d'OEC et d'OPC dès la campagne de cette année. La période de vente sera prolongée jusqu'au 1er avril 1999 et une nouvelle émission sera lancée chaque mois pendant six mois.

Forfait économique Desjardins

Répondant aux doléances des sociétaires déplorant que l'institution charge un frais d'administration de 3 \$ lorsque le solde d'un compte est inférieur à 100 \$, la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec proposera à ses membres un nouveau forfait économique. Ce forfait, qui fera progressivement son entrée d'ici janvier, s'adresse aux membres effectuant peu de transactions. «Le forfait économique permet d'effectuer sept transactions par mois, dont deux chèques et cinq transactions automatisées, pour la somme de 2 \$», a précisé l'institution. Selon les estimations de la Fédération, ce forfait répondra aux attentes d'environ 200 000 membres, chacune de ces personnes pouvant espérer réaliser des économies annuelles de 56 \$.

Templeton dans les fonds distincts

Le géant des fonds d'investissement, Templeton Management, prend également le virage des fonds distincts (voir chronique *Finance*, page C 3). Répondant à cette inquiétude des investisseurs face à la volatilité des marchés, Templeton a conclu une entente avec la compagnie d'assurances Allianz afin d'ajouter six fonds distincts («segregated funds») à sa gamme de 15 fonds offerts au Canada. Avec ces fonds distincts, le capital est garanti pour une période de dix ans. Ainsi après ces dix années, ou au décès, le titulaire reçoit le plus élevé de la valeur marchande ou du capital. De plus, la cristallisation des gains est possible quatre fois l'an. Templeton se classe au cinquième rang dans l'industrie des fonds d'investissement au Canada avec un actif de 16 milliard (au 31 août dernier).

«12 millions d'investisseurs,
c'est une marque de confiance
qui compte.»



12 millions d'investisseurs comme vous partagent l'expérience, les compétences et les ressources que seule la plus importante société de fonds de placement peut offrir. Chez Fidelity, nous sommes déterminés à gérer votre argent avec succès pour qu'en retour vous puissiez entrevoir l'avenir en toute confiance.

Parlez à votre professionnel en placements ou appelez-nous au

1 800 263-4077 www.fidelity.ca

Lisez attentivement le prospectus du fonds commun de placement avant d'investir.



Fidelity Investments  **MD**

12 MILLIONS D'INVESTISSEURS NOUS FONT CONFIANCE™

LE DEVOIR

LE MONDE

REVUE DE PRESSE

Fondue Romanov

En Suisse et en Australie, deux femmes connaissent des destins aussi divergents que leurs orientations politiques. *A mari usque ad mare*: même combat pour le Nicaragua que pour le Panama? Et enfin, le postcommunisme est-il soluble dans la vodka?

Claude Lévesque
Le Devoir

Une petite révolution est-elle en train de s'opérer chez les Helvètes? Peut-être pas une révolution, mais au moins un changement de la garde, symbolique à plus d'un titre. L'an prochain, la présidence suisse, une fonction elle-même symbolique, sera assumée par Ruth Dreifuss, une femme juive au passé de syndicaliste. Elle succédera à Flavio Cotti, un avocat chrétien-démocrate conservateur. *The Economist* trace un portrait de Mme Dreifuss, ainsi qu'un état des lieux du pays de Guillaume Tell. «Les Suisses vivent des jours difficiles. Ils ont été vivement critiqués à l'étranger pour leur réticence à lever le secret bancaire dans la recherche des biens appartenant aux survivants de l'Holocauste, une question qui a été réglée, en partie seulement, en août dernier. Cette affaire a touché une corde sensible: les Suisses se sont-ils conduits, au cours de la guerre, d'une façon aussi reprochable que l'Histoire l'a laissé croire. La prospérité qui a porté les Suisses vers l'autosatisfaction n'est plus tout à fait ce qu'elle était. [...] Pour ce qui est de la neutralité, cette autre source de fierté, les Suisses en voient l'érosion avec une certaine inquiétude: la Suisse s'est jointe au partenariat de la paix de l'OTAN [...] Si les Suisses ne sont plus aussi spéciaux et différents qu'ils aiment se percevoir, est-il raisonnable de se tenir obstinément à l'écart de l'Union européenne?», se demande *The Economist*. L'hebdomadaire fait remarquer que M. Cotti et Mme Dreifuss sont d'accord sur ce point. Le gouvernement de coalition, dans lequel ils dirigent respectivement les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur, veut soumettre la candidature du pays comme membre de l'UE, en temps opportun, c'est-à-dire après avoir d'abord conclu les négociations en cours sur une plus grande intégration économique. *The Economist* n'est pas certain que Mme Dreifuss opère une véritable révolution dans la fédération alpine. Plusieurs électeurs de gauche estiment qu'elle n'en a pas fait assez pour améliorer la condition féminine et celle des travailleurs depuis son accession au conseil des ministres. De plus, opine l'hebdomadaire, Mme Dreifuss, aussi bien que M. Cotti, ont les mains liées. «D'une part, ils appartiennent à une coalition de convenance. Mme Dreifuss porte ainsi une part de responsabilité dans la façon gauche dont le gouvernement a traité avec les survivants de l'Holocauste. D'autre part, en vertu du système de démocratie directe propre à la Suisse, toute décision importante peut être soumise à un référendum. En 1992, quand le gouvernement a proposé l'adhésion à la zone européenne de libre-échange, les Suisses ont dit non.» Le gouvernement garde donc toujours en tête le risque d'un rессac populaire contre tout changement un peu trop brutal.

La presse



du monde

La *Far Eastern Economic Review* parle d'une autre femme politique qui, elle, connaît plutôt des revers de fortune par les temps qui courent. Pauline Hanson avait ébranlé la classe politique australienne il y a trois mois, quand le parti One Nation qu'elle dirige, une formation qui loge très loin à droite, avait remporté les élections dans l'état du Queensland. En particulier, la population d'origine asiatique et les Aborigènes se sont inquiétés de ce qu'ils considéraient comme l'orientation «raciste» de ce parti. Depuis ce temps, le One Nation n'en finit plus de chuter dans les intentions de vote en vue du scrutin fédéral, qui se déroule aujourd'hui. Sur un terrain fédéral plus exigeant, le discours populiste du One Nation ne suffit plus. La presse et les adversaires politiques ont vite fait d'exposer les faiblesses de son programme, notamment en matière d'économie et de fiscalité, estime l'hebdomadaire. Les observateurs doutent que le parti remporte un seul siège à l'assemblée législative. Défaite par le dernier recensement de la carte électorale, Mme Hanson pourrait même perdre le sien.

The Economist

Le canal de Nicaragua? Avant de porter leur choix sur l'isthme de Panama, les promoteurs du canal ainsi nommé avaient songé à un emplacement situé à six cents kilomètres au nord-ouest. Il paraît que le Congrès américain, appelé à voter les fonds nécessaires pour le projet, avait craint à l'époque la présence de volcans actifs au Nicaragua. Pour ce dernier pays, construire aujourd'hui un concurrent au canal de Panama aurait un certain sens. *The Economist* note que les principales villes du pays sont situées dans la partie ouest, près de l'océan Pacifique, tandis que le commerce extérieur passe surtout par des ports de la côte atlantique. Il s'ensuit évidemment d'importants coûts de transport terrestre. Avec une population deux fois plus nombreuse que le Panama, le Nicaragua aurait certes besoin de nouveaux revenus. D'où l'intérêt porté à des projets visant à faire concurrence à l'autre canal, qui de toute façon pourrait ne plus fournir à la demande dans quinze ans.

La Russie manque d'argent. Surtout son gouvernement, qui ne parvient pas à payer ses fonctionnaires et ses retraités. Or les Russes boivent 2,15 milliards de litres de vodka par année. Le *New York Times* rapporte qu'au temps des tsars, l'état tirait la moitié de ses revenus de la vente de vodka, dont il détenait le monopole. La proportion aurait été de 35 % sous le régime soviétique. La fabrication de vodka a été privatisée en 1992 — la distillation de l'alcool pur demeure toutefois monopole d'état —, si bien que ce produit ne compte plus que pour 4 % des revenus de l'état. C'est trop peu aux yeux des autorités, surtout que la majorité de la vodka consommée échappe au fisc. Argent et vodka, la crise russe serait donc double. Quadruple pour ceux qui consacrent le premier à l'achat de cette dernière, dans le but proverbial d'oublier qu'il manque du premier. Boris Eltsine a déjà manifesté son intérêt pour... le dossier. Il a déjà adopté plusieurs mesures plus ou moins efficaces pour combattre la contrebande. Il devrait bientôt donner un grand coup: sans qu'il soit vraiment question de renationalisation, le gouvernement entend se mêler de la gestion des entreprises privatisées, tout en réglementant plus sévèrement la vente au détail. La vodka a même provoqué un grave incident diplomatique l'an dernier, quand les garde-frontières russes ont bloqué un convoi de camions-citernes remplis d'alcool bon marché distillé dans la Géorgie voisine.

La Russie manque d'argent. Surtout son gouvernement, qui ne parvient pas à payer ses fonctionnaires et ses retraités. Or les Russes boivent 2,15 milliards de litres de vodka par année. Le *New York Times* rapporte qu'au temps des tsars, l'état tirait la moitié de ses revenus de la vente de vodka, dont il détenait le monopole. La proportion aurait été de 35 % sous le régime soviétique. La fabrication de vodka a été privatisée en 1992 — la distillation de l'alcool pur demeure toutefois monopole d'état —, si bien que ce produit ne compte plus que pour 4 % des revenus de l'état. C'est trop peu aux yeux des autorités, surtout que la majorité de la vodka consommée échappe au fisc. Argent et vodka, la crise russe serait donc double. Quadruple pour ceux qui consacrent le premier à l'achat de cette dernière, dans le but proverbial d'oublier qu'il manque du premier. Boris Eltsine a déjà manifesté son intérêt pour... le dossier. Il a déjà adopté plusieurs mesures plus ou moins efficaces pour combattre la contrebande. Il devrait bientôt donner un grand coup: sans qu'il soit vraiment question de renationalisation, le gouvernement entend se mêler de la gestion des entreprises privatisées, tout en réglementant plus sévèrement la vente au détail. La vodka a même provoqué un grave incident diplomatique l'an dernier, quand les garde-frontières russes ont bloqué un convoi de camions-citernes remplis d'alcool bon marché distillé dans la Géorgie voisine.

L'OTAN frappera si la paix ne revient pas au Kosovo

Belgrade a moins de quinze jours

Une imposante force aérienne de plusieurs centaines d'avions de tous les pays de l'OTAN est en cours de constitution, prête à intervenir en Serbie si nécessaire, a indiqué hier le secrétaire américain à la Défense, William Cohen.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Une intervention militaire de l'OTAN au Kosovo aura lieu dans moins de deux semaines, si nécessaire, pour contraindre le président yougoslave Slobodan Milosevic à respecter les résolutions de l'ONU et mettre fin aux violences dans cette région, a déclaré hier le secrétaire américain à la Défense, William Cohen.

Il a précisé que les alliés de l'OTAN, inquiets du sort de milliers de réfugiés à l'approche de l'hiver, ne seraient pas satisfaits si M. Milosevic se contentait «d'arrêter les tueries momentanément».

Et faisant allusion à un article du *New York Times* publié hier signalant qu'il faudrait deux semaines à l'OTAN avant de prendre une décision, M. Cohen a répondu aux journalistes: «Je pense qu'une intervention, si elle est nécessaire, aura lieu avant cette date».

Le secrétaire à la Défense doit se rendre à Bruxelles pour assister mercredi à une réunion de l'OTAN consacrée à la situation au Kosovo et à un possible recours à la force, a-t-on indiqué hier de source militaire américaine.

Une imposante force aérienne de plusieurs centaines d'avions de tous les pays de l'OTAN est en cours de constitution, a indiqué en outre M. Cohen. Si le plus fort contingent devrait être américain, les forces alliées fourniront des appareils de soutien et de logistique, a indiqué de son côté un responsable du Pentagone.

M. Milosevic «doit et respectera toutes les exigences» contenues dans la résolution du Conseil de sécurité votée la semaine dernière, a ajouté le secrétaire à la Défense. «Il ne peut pas choisir, comme il l'a fait par le passé, à la carte».

L'ONU a exigé le 23 septembre un cessez-le-feu immédiat, le retrait des forces spéciales serbes, le retour des réfugiés et l'ouverture d'un dialogue politique avec les séparatistes kosovars. M. Cohen a toutefois

reconnu que certaines forces serbes s'étaient repliées depuis un jour ou deux.

Par ailleurs, à Bruxelles, les commandants militaires de l'OTAN ont remis hier aux autorités politiques un rapport de situation sur le Kosovo, selon des sources concordantes. Ce rapport ne formule aucune conclusion en faveur ou non d'une intervention armée prochaine de l'Alliance dans la province serbe séparatiste, selon ces sources.

Le rapport de l'OTAN doit venir compléter d'autres documents et informations d'organisations qui alimenteront une synthèse du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, attendue en début de semaine prochaine, sur le respect ou non par Belgrade de la résolution 1199. Pour sa part, le président Bill Clinton s'est toutefois déclaré hier «très optimiste sur une issue positive» de la crise au Kosovo.

En Yougoslavie, le négociateur en chef du gouvernement serbe Ratko Markovic a appelé son homologue albanais Fehmi Agani à renouer «d'urgence» les pourparlers sur l'avenir du Kosovo, dans une lettre publiée hier par l'agence Tanjug.

M. Agani a confirmé à l'AFP avoir reçu une invitation de M. Markovic, indiquant que la partie albanaise réservait sa réponse.

«Nous allons analyser rapidement la situation, au cours des deux ou trois prochains jours, et voir si les conditions sont réunies pour la poursuite des entretiens», a-t-il déclaré, à Pristina, chef-lieu du Kosovo.

Solution négociée

M. Markovic, vice-premier ministre serbe, écrit dans sa lettre que «la situation politique actuelle au Kosovo conforte notre conviction qu'il est indispensable de reprendre d'urgence les discussions».

«Toute manœuvre dilatoire et tactique, ainsi que l'attente que quelqu'un de l'extérieur règle le problème à la place des citoyens eux-mêmes, ne peuvent rendre que plus difficile la recherche d'une solution» pour le Kosovo, ajoute M. Markovic. Il réaffirme l'attachement



ment de Belgrade à une solution négociée du problème du Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais qui réclament l'indépendance.

M. Agani a rappelé les raisons pour lesquelles la partie albanaise avait refusé jusqu'à présent de reprendre les négociations, à savoir la poursuite des offensives serbes et l'exode de dizaines de milliers de réfugiés chassés de leurs foyers par les combats.

Un haut responsable serbe a affirmé hier qu'aucune action armée n'avait été menée au Kosovo au cours des quatre derniers jours. Il a assuré également que «les unités spéciales anti-terroristes» avaient regagné leurs bases dans la province et que des unités

tés de l'armée s'étaient retirées dans leurs casernes.

M. Agani a indiqué que la lettre de M. Markovic était «une invitation ouverte, ne comportant pas de date précise» pour une reprise des pourparlers. M. Agani dirige depuis le mois d'août une équipe chargée par le président kosovar Ibrahim Rugova d'entamer des négociations avec Belgrade sur le statut du Kosovo. Les négociateurs serbes et albanais ne se sont rencontrés qu'une fois, fin mai. Depuis, les Kosovars ont décliné 15 invitations que leur ont adressées les autorités serbes, refusant de discuter tant que les forces serbes n'auront pas cessé leurs opérations contre les séparatistes albanais.

BRÉSIL

La tempête n'a pas profité aux adversaires de Cardoso

JEAN-JACQUES SÉVILLA
LE MONDE

Rio de Janeiro — À en croire les derniers sondages, la réélection du président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, pour un second mandat de quatre ans est pratiquement assurée. Crédité de plus de 50 % des intentions de vote, le candidat social-démocrate, soutenu par une coalition de partis de droite, est en passe, comme ce

Si les pronostics se confirment, M. Cardoso, soixante-sept ans, deviendra, grâce à un récent amendement constitutionnel autorisant le chef de l'exécutif à postuler à sa propre succession, le premier président brésilien à exercer deux mandats consécutifs. Organisées simultanément, les élections législatives devraient, d'autre part, reconduire une confortable majorité de droite au Congrès.

La violente attaque spéculative lancée contre la monnaie brésilienne, le real, à la suite de l'effondrement du rouble, n'a pas profité aux adversaires de l'actuel chef de l'Etat. Parmi ses douze adversaires en lice, seul Luiz Inacio da Silva, dit «Lula», caresse un fragile espoir de qualification pour le duel de l'éventuel deuxième tour prévu le 25 octobre.

Le chef de file du Parti des travailleurs (PT) a scellé une alliance avec quatre autres formations de gauche plus ou moins groupusculaires. Lors du précédent scrutin, il avait vainement concentré ses attaques sur «l'eshroufe électorale» du programme de stabilisation économique — le Plan real, conçu sous l'égide de M. Cardoso et mis en place trois mois avant le scrutin —, dont il prédisait l'échec cinglant. Quatre ans plus tard, bien que le Brésil, au bord d'une faillite financière, se trouve contraint de négocier en catastrophe un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), les électeurs s'apprêtent à plébisciter de nouveau M. Cardoso. Lula, partisan d'un contrôle provisoire des changes et d'une réduction des «importations prédatrices», n'a pas réussi, d'évidence, à les convaincre qu'il était apte à prendre la relève en pleine tempête.

Cauchemar des Brésiliens jusqu'à l'avènement du Plan real, la flambée incontrôlable des prix (1172 % en 1994) n'a pas survécu au traitement de

choc mêlant ouverture commerciale et valorisation du real. Il en a résulté, mécaniquement et temporairement, une redistribution des revenus en faveur des plus pauvres, sur laquelle M. Cardoso a bâti sa popularité. Mais la médaille a son revers: l'augmentation vertigineuse du chômage au cours des derniers mois.

Selon le Dieese, un département intersyndical d'enquêtes économiques dont les statistiques sont nationalement considérées parmi les plus fiables, les demandeurs d'emploi totalisaient, fin août, 19 % de la population active à Sao Paulo et dans sa grande banlieue. Pour sa part, la Fédération patronale de Sao Paulo chiffre à 450 000 le nombre d'emplois industriels supprimés en quatre ans dans l'Etat le plus développé du pays.

Bénéficiant de l'appui plus ou moins explicite de la plupart des médias, M. Cardoso, omniprésent sur le petit écran en raison de la crise financière internationale et de ses répercussions

dans le pays, s'est contenté de quelques meetings en fin de campagne, tout en refusant obstinément de participer aux débats sollicités par ses adversaires. Depuis le retour des civils au pouvoir, en mars 1985, l'establishment ne s'est jamais montré aussi soudé en faveur de son champion. A tel point que le président du Tribunal supérieur électoral en personne, le juge Ilmar Galvao, s'est dernièrement permis de confesser à la Folha de Sao Paulo que la réélection de M. Cardoso était «indispensable à la consolidation du plan real».

14 418 candidats pour 1627 postes

106 076 088 Brésiliens sont appelés aux urnes — le vote est obligatoire — pour élire simultanément, demain : le président de la République, 27 gouverneurs (des 26 Etats et du district fédéral), 513 députés fédéraux, 27 sénateurs (un tiers de la Chambre), ainsi que les députés des Assemblées législatives des Etats et du district fédéral. Au total, 14 418 candidats sont en lice pour pourvoir 1627 postes. La répartition des sièges au sein des assemblées est déterminée en fonction des voix recueillies par les candidats, et aussi par les partis. En ce qui concerne les charges de l'exécutif (président de la République et gouverneurs), un second tour est prévu le 25 octobre, si le candidat arrivé en tête au premier tour n'a pas obtenu la majorité absolue.



Le président sortant Cardoso

FRANCE

L'élection du président du Sénat divise la droite

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — La victoire du néo-gaulliste Christian Poncelet à la présidence du Sénat, qui devient ainsi le second personnage de l'Etat français, a ajouté encore à la confusion politique au sein de l'opposition de droite à moins d'un an des prochaines élections européennes.

D'origine modeste, Christian Poncelet, 70 ans, élu gaulliste RPR des Vosges, a été membre de trois gouvernements sous les présidences de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, entre 1972 et 1977, après être venu à la politique via le syndicalisme chrétien. Cet itinéraire lui a valu des sympathies à gauche.

La défaite du président sortant de la Chambre haute du Parlement, le centriste UDF René Monory, 75 ans, plombe un peu plus le projet de liste unique de la droite démocratique aux européennes de juin 1999, qui est l'objectif de l'Alliance, dernière venue dans le panorama politique français.

Rassemblement des gaullistes du RPR, des centristes de l'UDF, et des libéraux de Démocratie libérale, l'Alliance a été créée en juin dernier pour faire pièce au Front national (extrême droite).

Quelques heures après le vote du Sénat, un communiqué a annoncé que la réunion du comité politique de l'Alliance prévue pour le 7 octobre, avait été «reportée à une date ultérieure».

Selon le président de l'UDF, François Bayrou, les conditions de l'élection de Christian Poncelet «portent un coup sérieux aux principes de l'Alliance et créent une situation nouvelle dans l'opposition».

Le vice-président de Démocratie libérale, Claude Goasguen, a estimé que le vote des sénateurs représentait «un coup dur pour l'Alliance, mais pas la fin de l'union».

Le RPR, qui a atteint son objectif d'arracher à la droite modérée du centre la présidence du Sénat — dont le titulaire est appelé à assurer un éventuel intérim de la présidence de la République — a beau jeu de faire patte de velours. Son porte-parole national François Fillon a souhaité que l'élection de M. Poncelet «ne rende pas le fonctionnement de l'Alliance plus difficile». «Il s'agit essentiellement d'un problème d'hommes et non des partis politiques», a-t-il ajouté.

La gauche, très minoritaire au Sénat, a réussi dans cette vénérable instance que l'on croyait à l'abri des turbulences, à semer le trouble au sein de la droite démocratique qui ne cesse de se déchirer sur la stratégie à adopter face à la force électorale du Front national de Jean-Marie Le Pen. Le dépouillement du scrutin a montré que des sénateurs de gauche avaient voté en faveur de M. Poncelet.

Cette nouvelle péripétie fait les délices des analystes de la politique française. Ils soulignent que la défaite de M. Monory constitue un revers supplémentaire pour le président de la République Jacques Chirac qui avait discrètement appuyé sa candidature.

D'autre part, Christian Poncelet qui avait soutenu l'ancien ministre Edouard Balladur dans la bataille présidentielle de 1995, a constamment entretenu des rapports délicats avec son «frère-en-nemi» des Vosges, l'ancien maire d'Epinal et actuel président du RPR, Philippe Séguin.

Rwanda: la prison à vie pour Akayesu

AGENCE FRANCE-PRESSE

Arusha — Le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) a condamné hier à la réclusion à perpétuité Jean-Paul Akayesu, ancien maire de Taba (centre du Rwanda), reconnu coupable de génocide et crimes contre l'humanité.

Il s'agit de la deuxième peine d'emprisonnement à vie prononcée par le tribunal, basé à Arusha (Tanzanie), après celle infligée, le 4 septembre, à

l'ancien premier ministre rwandais Jean Kambanda.

Les trois juges de la première chambre de première instance, qui avaient reconnu l'ancien bourgmestre coupable de neuf chefs d'accusation, ont infligé une peine pour chacun de ces chefs d'accusation, puis ont prononcé la confusion des peines.

La peine «sera exécutée dans un Etat désigné par le président», indique le jugement lu par le juge sénégalais Laity Kama, président de la première

chambre de première instance du TPR. Comme l'ancien bourgmestre de Taba a déjà fait appel du verdict de culpabilité rendu le 2 septembre, il restera en détention à Arusha en attendant que cette nouvelle procédure suive son cours.

Bourgmestre d'une petite ville, Akayesu s'était opposé aux massacres aux premiers jours du génocide des Tutsis. Les juges ont estimé qu'il avait ensuite basculé dans le camp des extrémistes hutus.

• LE MONDE •

Premiers armés,
premiers servisLes soldats russes reçoivent
deux mois de salaire en retardFRANÇOISE MICHEL
AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Les militaires russes ont été les premiers servis cette semaine par le gouvernement qui leur a réglé deux mois de salaires en retard, conscient qu'il convient d'éliminer tout risque de révolte au moment où le pays est menacé d'explosion sociale.

« Cette question, qui créait une tension au sein de l'armée, est enfin réglée », soulignait hier *L'Étoile rouge*, le quotidien du ministère de la Défense.

Alors que le gouvernement est de plus en plus nerveux à l'approche de la journée de protestation nationale du 7 octobre, le premier ministre Evgueni Primakov a annoncé que 1,4 milliard de roubles (87,5 millions de dollars), correspondant à deux mois de salaires (juin et juillet), ont été virés au ministère de la Défense. Une somme de 500 millions de roubles (31 millions de dollars environ) a également été débloquée par le gouvernement pour payer les salariés de l'industrie de la défense.

« Le Kremlin n'exclut pas que les actions de protestation du 7 octobre puissent se terminer par une effusion de sang et cherche un soutien auprès des ministères chargés de la sécurité », soulignait hier le quotidien *Sevdonia*.

Le montant des arriérés de salaires dû aux militaires est l'un des plus élevés parmi les catégories de fonctionnaires, puisqu'il atteint environ 16 milliards de roubles (un milliard de dollars environ), selon les experts.

« Vous ne pouvez pas à la fois dévaluer votre monnaie et ne pas payer vos militaires. Tout gouvernement qui jouerait trop longtemps à ce jeu serait rapidement renversé. Les militaires ont des chars, pas les professeurs », commente l'analyste Pavel Felguenhauer.

En outre, à la différence d'autres fonctionnaires, comme les médecins ou les professeurs, les militaires russes n'ont pratiquement pas de possibilité de travailler au noir ou d'occuper un second emploi.

« L'armée est très amère, elle n'a pas d'argent, elle manque de

logements et son moral est au plus bas », estime Dmitri Trenine, de l'antenne moscovite de la Fondation Carnegie.

Le ministère de la Défense a lancé un programme qui devait garantir un logement à plus de 380 000 familles de militaires, dont ceux rapatriés des ex-républiques soviétiques, avant l'an 2003. Mais tout pourrait être remis en question par la crise financière. Résultat, des officiers et leurs familles ont dû se résoudre comme dans la région de Saint-Petersbourg à vivre sur des dragueurs de mines.

La multiplication des incidents commis par de jeunes recrues, régulièrement maltraitées par les anciens, ajoute encore au climat de tension au sein de cette institution.

« C'est la jeunesse la plus défavorisée qui fait son service militaire. L'insoumission est devenue un sport national en Russie », pratiqué essentiellement par ceux qui ont de l'argent ou des relations, estime Alexandre Golts, spécialiste de la défense à l'hebdomadaire *Itogi*. « C'est la raison pour laquelle il y a des incidents armés toutes les semaines », ajoute-t-il.

L'un des plus graves s'est produit à la mi-septembre, lorsqu'un jeune marin de 18 ans a tué neuf de ses camarades à bord d'un sous-marin nucléaire, dont les recrues sont théoriquement sélectionnées avec la plus grande rigueur.

Si Boris Eltsine n'a pas la cote auprès des militaires, en particulier après la défaite humiliante de la guerre en Tchétchénie, le nouveau gouvernement devrait cependant rencontrer une hostilité

moins grande. « Les idées communistes et nationalistes sont très populaires au sein du corps des officiers. Primakov a plus de chance d'avoir le soutien des militaires que Boris Eltsine. On peut s'attendre à davantage de commandes pour la défense », estime Pavel Felguenhauer.

Un projet de programme anti-crise attribué au numéro deux du gouvernement, le communiste Iouri Maslioukov, fait ainsi la part belle au complexe militaro-industriel, qu'il a un temps dirigé à l'époque de l'URSS. Ce programme, publié cette semaine par la presse, prévoit très précisément l'annulation d'une partie des dettes inter-entreprises de ce secteur et le paiement des arriérés de salaires.

« L'armée est très amère, elle n'a pas d'argent, elle manque de logements et son moral est au plus bas. »

LES OTHO

Un accord est annoncé,
puis violemment démenti

AGENCE FRANCE-PRESSE

Maseru — Les négociations entre le gouvernement du Lesotho et la coalition de l'opposition se sont achevées hier à Maseru dans la confusion et la colère, après que le vice-président sud-africain Thabo Mbeki a inattenduement annoncé un accord dans un discours télévisé.

M. Mbeki a affirmé dans une intervention spéciale à la télévision que les négociations menées sous la houlette de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC, 14 pays) « avaient débouché sur la décision importante de tenir une nouvelle élection générale dans 15 à 18 mois ».

M. Mbeki, qui lisait son texte, a aussi annoncé que les parties avaient déci-

dé que « le gouvernement actuel resterait en place jusqu'à la tenue de ces élections » et que les troupes d'intervention déployées dans le petit royaume au nom de la Communauté de développement « maintiendraient leur présence jusqu'à ce que les forces de l'ordre du Lesotho puissent remplir leur rôle légal ».

« Nous félicitons tous les participants pour leur approche constructive qui a permis de résoudre rapidement les problèmes auxquels le Lesotho était confronté », a déclaré le vice-président sud-africain.

Ces déclarations ont soulevé la colère de la coalition de l'opposition qui a immédiatement démenti à Maseru avoir conclu un accord avec le gouvernement et affirmé le processus de négociation était toujours en cours.

« Ce que le vice-président a dit est un

mensonge, nous ne sommes pas parvenus à un accord, cela va précipiter les négociations dans le chaos », a déclaré à la presse Mamello Morrisson, une porte-parole de la coalition de l'opposition en sortant de la réunion organisée au bâtiment des Nations unies à Maseru.

« Nous sommes satisfaits que le gouvernement accepte de tenir de nouvelles élections mais nous sommes toujours en train de discuter du mécanisme administratif qui y conduira », a dit Mme Morrisson, une des responsables du parti monarchiste MaremaTlou Freedom.

La coalition de l'opposition demande la dissolution immédiate du gouvernement et la formation d'un gouvernement d'union nationale dans l'attente des élections.

L'Albanie se dote
d'un nouveau gouvernement

AGENCE FRANCE-PRESSE

Tirana — Le premier ministre albanais Pandeli Majko a réussi hier à former un nouveau gouvernement, quatre jours après la démission de son prédécesseur Fatos Nano, consécutive aux émeutes sanglantes de la mi-septembre à Tirana.

Le président albanais Rexhep Meidani a approuvé la composition de ce gouvernement de coalition de gauche de 18 membres, dont sept nouveaux venus, largement dominé par le Parti

PS, a formé ce gouvernement après deux jours de négociations laborieuses avec les partenaires du PS au sein de la coalition.

Numériquement, la répartition des portefeuilles reste la même qu'auparavant. Le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti de l'Alliance démocratique (PAD) détiennent chacun deux ministères, le Parti agraire (PA) et le Parti des droits de l'homme (PDNJ) un chacun, tandis que deux ministères,

celui de la Jeunesse des Sports et de la Culture, ont été confiés à des personnalités sans affiliation politique. Toutefois, le PS a pris le contrôle du ministère de l'Intérieur, détenu précédemment par un membre du PAD, Perikli Teta, cédant à ce parti le ministère des Pouvoirs locaux.

M. Majko a précisé que les priorités de son gouvernement seraient le retour du pays à la stabilité, l'apaisement des tensions politiques, l'approbation d'une nouvelle Constitution et l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition.

• MAISONS D'ENSEIGNEMENT •

Une année au

COLLÈGE
NOTRE-DAME

c'est beaucoup plus qu'une année d'études.

C'est une vie scolaire animée
et passionnante!

Bien sûr, le Collège Notre-Dame se distingue des autres écoles secondaires par la formation intellectuelle de qualité qu'il offre aux enfants. Mais on y vient aussi pour la musique, le théâtre, les échanges étudiants, le sport et pour une foule d'autres activités encore!

Le Collège Notre-Dame vous invite à ses journées **PORTES OUVERTES**. En compagnie de votre enfant, vous pourrez échanger avec les élèves et le personnel du Collège.

Jeudi 15 octobre 1998 : 14h à 18h
Dimanche 18 octobre 1998 : 10h à 16h

Site Internet : <http://www.collegenotre-dame.qc.ca>

Pour réserver une place aux examens d'admission ou pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec notre service d'information au numéro suivant : **(514) 739-1739**

As-tu peur
des hauteurs?

Es-tu exigeante envers toi-même? As-tu le goût du dépassement, de la réussite? As-tu le goût d'aller toujours plus loin, toujours plus haut? Si oui, le Saint-Nom-de-Marie est pour toi!

Sur les hauteurs du Mont-Royal, dans le décor enchanteur d'un terrain idyllique, au cœur de l'animation culturelle de Montréal, dans la ville d'Outremont, le Saint-Nom-de-Marie t'attend!

Depuis 95 ans, le Saint-Nom-de-Marie est tout au haut de la liste des meilleures institutions d'enseignement secondaire du Québec. À vrai dire, nous nous plaignons bien dans les hauteurs. Comme toi.

Plus qu'une instruction de qualité... une véritable formation générale.

- Programme enrichi du ministère de l'Éducation et programme d'éducation internationale
- Laboratoire d'informatique, Internet, bibliothèque informatisée
- Option musique à l'École Vincent-d'Indy
- Utilisation des équipements du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)
- Enrichissement culturel au contact d'élèves venant de pays étrangers
- Enseignement de l'espagnol

Cours secondaire complet, en externat et en pensionnat, pour jeunes filles seulement

SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Télécopieur: (514) 735-5266
Site web: www.psnm.qc.ca • Courriel électronique: admission@psnm.qc.ca



Examens d'admission
Samedi, 24 octobre
de 9h à 12h
Samedi, 7 novembre
de 9h à 12h

Portes ouvertes
Dimanche, 18 octobre
de 14h à 17h

Passez
l'hiver au
chaud et
en sécurité

Grâce aux progrès de la technologie, le chauffage au bois est aujourd'hui plus sécuritaire, plus propre, plus fiable et plus efficace que jamais.



Ressources naturelles Canada (RNC) a publié *Le guide du chauffage au bois résidentiel* afin de vous aider à choisir, à installer et à mieux utiliser votre système de chauffage au bois.

Bien installés et utilisés, les nouveaux systèmes de chauffage au bois à haut rendement brûlent moins de combustible mais dégagent autant de chaleur. Le bois est une source d'énergie renouvelable dont l'utilisation peut aider à relever le défi du changement climatique.



Le guide vous renseignera sur :

- Le chauffage au bois et l'environnement
- L'installation de poêles à bois
- La combustion efficace du bois
- La préparation de votre réserve de combustible

Vous pouvez aussi vous procurer les publications suivantes de RNC : *Le guide complet des foyers au bois*, *Optimisez l'efficacité de votre poêle à bois*, *Systèmes de chauffage au bois à haut rendement*, *Introduction au chauffage au bois résidentiel*.

Pour obtenir de l'information **SANS FRAIS**, composez le **1-800-387-2000 (réf. 0998D)**, visitez le site http://www.rncan.gc.ca/wood/index_f.html ou consultez votre détaillant.

Ressources naturelles
CanadaNatural Resources
Canada

Canada

• LE MONDE •



« Tout l'monde debout » avec Patrick Huard et Véronique Cloutier

Du lundi au vendredi
de 6 h à 9 h



Pierre Bourgault
Commente l'actualité
Vers 7 h 40
du lundi au vendredi

ÉMOTION ROCK
CIEL
98,5 FM



CHRISTINE NESBITT REUTERS

Ils veulent retourner à l'école, mais ils entonnent des chants de guerre.

Gris-gris, kalachnikov et épée

L'UNICEF plaide pour la démobilisation
des enfants-soldats en Sierra Leone

MICHÈLE LERIDON
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bo — Le front ceint de gris-gris, les jeunes recrues des Kamajors, ces chasseurs traditionnels embauchés dans la guerre contre la rébellion sierra-léonaise, semblent toujours prêts au combat, en dépit de multiples appels à la démobilisation des enfants-soldats.

Au cours d'une visite jeudi dans ce pays d'Afrique de l'Ouest ravagé par sept ans de guerre civile, la directrice de l'UNICEF, Carol Bellamy, a tenté de plaider à Bo, la deuxième ville de Sierra Leone située à quelque 200 km au sud-est de Freetown, pour « la démobilisation et le désarmement des enfants-soldats ».

Sagement assis sur des bancs dans la cour d'un centre chrétien de réhabilitation, les petits Kamajors ont tous juré n'avoir qu'un souhait: « retourner à l'école »... Avant d'entonner des chants de guerre.

Vêtus comme leurs aînés réputés dotés de pouvoirs magiques, les Kamajors de huit à 16 ans portent des tuniques de toile de jute marron, pous-sières et ornées de coussinets renfermant leurs fétiches. Leurs bonnets à franges et leurs colliers sont bardés de cauris et de miroirs, censés renvoyer le mauvais sort.

« Je n'ai pas peur, je suis bien blindé »,

proclame Foday Tommy, un petit maigrichon de neuf ans qui affirme combattre depuis deux ans les rebelles, « parce qu'ils tuent mon peuple ».

Ben Pesima, Mustapha et la plupart de ses camarades de combat affirment avoir déjà tué. « Deux fois », relève fièrement leur maître.

Pureté protectrice

Selon l'équipe sierra-léonaise de l'UNICEF, les Kamajors utilisent les enfants car leur « pureté les protège ». Les adultes Kamajors sont censés perdre leurs pouvoirs, particulièrement l'invincibilité aux balles, s'ils ont des rapports sexuels.

Mme Bellamy l'a appris à ses dépens en voulant serrer la main d'un enfant-soldat. Ce dernier s'est retiré violemment: « Je ne dois pas toucher à une femme ».

La plupart des jeunes chasseurs sont armés de couteaux, mais Mohamed, 16 ans, porte un fusil AK58. « Je l'ai pris à un soldat de la junte », affirme-t-il.

Les Kamajors, loyaux au président Ahmad Tejan Kabbah, combattent les derniers partisans d'une junte déchuée en février dernier, à laquelle s'étaient ralliés les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), qui continuent de semer la terreur dans le pays.

Réunis au sein des Forces de défense civile, les chasseurs traditionnels (qu'ils s'appellent Kamajors dans

le sud-est, ou Kapras dans le nord) sont alliés à la force ouest-africaine, l'ECOMOG.

« Mais le gouvernement ne nous fournit pas en armes », précise le superviseur des Kamajors de Bo, Patrick Conté.

Dans la matinée, le vice-ministre de la Défense, le chef Hinga Norman, qui a oeuvré depuis deux ans pour le renforcement des Kamajors dans la région, a promis à Mme Bellamy qu'il restait « de tout cœur attaché au désarmement de tous les enfants ».

Mais il a précisé qu'il « n'en avait pour l'instant pas les moyens ». Pour lui, il faut d'abord se contenter d'« enregistrer et identifier » les enfants-soldats.

Très disciplinés, une cinquantaine d'entre eux ont soigneusement décliné jeudi leur nom pour inscription dans un registre de « démobilisation ».

L'opération terminée, sur un signe de leur maître, ils se lèvent d'un bond pour une ronde de guerre. Poings levés, ils clament des incantations « in-traduisibles pour des non initiés » explique leur chef.

Au milieu, deux garçonnets, l'un armé d'une kalachnikov l'autre d'une épée, simulent un combat, sans jamais cesser leur pas de danse.

L'UNICEF évalue à 4000 le nombre d'enfants-soldats en Sierra Leone, dont 2500 au sein du Front révolutionnaire uni (RUF), et le reste dans les rangs des Forces de défense civile.

Commission
des transports
du Québec

Avis de la Commission des transports du Québec

25
EN MOUVEMENT
AVEC LES TRANSPORTEURS
DEPUIS 25 ANS

La Commission regroupe par rubrique les avis devant être publiés conformément à la Loi sur le camionnage (L.R.Q. 1987, c. C. 5.1), la partie III de la Loi de 1987 sur les transports routiers (S.C. 1987, c. 35), la Loi sur les transports (L.R.Q. c. T-12), la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q. c. T-11.1) la Loi sur les chemins de fer (L.Q. 1993, c. 75) et aux règlements en découlant. Ces avis contiennent un résumé des natures de demandes introduites à la Commission. À l'occasion, la Commission publie aussi des informations susceptibles d'intéresser les demandeurs et les titulaires de permis.

Le texte complet d'une demande peut être consulté aux :

Bureau de Québec : (418) 643-5694
200, Chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5V5

Bureau de Montréal : (514) 873-6424
545, boulevard Crémazie Est, bureau 1000
Montréal (Québec) H2M 2V1

Ligne sans frais : 1-888-461-2433

Adresse internet de la C.T.Q. :
http://www.ctq.gouv.qc.ca

Heures d'ouverture de nos bureaux :
8 h 30 à 12 h - 13 h à 16 h 30

AUTOBUS

Délai d'opposition ou d'intervention :
21 jours de la publication

M98-17126-2
AUTOBUS LA DILIGENCE INC.
4050, boul. Sainte-Adèle
Sainte-Adèle QC J0R 1L0
RENOUVELLEMENT : NOLISÉ
7-M-000974-004A
Durée : 5 ans

M98-17157-7
AUTOCARS ORLÉANS EXPRESS INC.
420, rue McGill, 2e étage
Montréal QC H2Y 2G1
PROC. : OGILVY, RENAULT
MODIFICATION : ABONNEMENT
8-M-000882-039A
Demande de modifier l'horaire et fréquence : Du mois de décembre à la fin du mois d'avril de chaque année (le début et la fin des services dépendront des conditions de ski de la saison hivernale) :
- les vendredis, samedis et dimanches, - la semaine de relâche, et ce, selon l'horaire qui sera déterminé à chaque année.
Durée : 5 ans

M98-17127-0
MATIABI, Ali
8, Place de la Madeleine
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 1W3
ET DEMANDEUR-CEDANT
Matiabi, Ashkan
8, Place de la Madeleine
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 1W3
TRANSFERT : 4-M-217928-001A
A-11 Montréal

M98-17128-8
MARTINO, Italo
1090, rue Yvonne
Brossard QC J4W 2S2
ET DEMANDEUR-CEDANT
Lambert, Claude

M98-12057-8
AUBERGE LES VOITURES D'EAU INC.
(AUBERGE LES VOITURES D'EAU ET LE MOULAGE)
215, des Coudriers
L'Île-aux-Coudres QC G0A 1X0
RENOUVELLEMENT : TOURISTIQUE
5-Q-001044-002A
Durée : 5 ans

M98-12060-2
AUTOBUS LA QUEBECOISE INC.
5480, rue Rideau
Québec QC G2E 5V2
DEMANDE : ABONNEMENT
Territoire : De : Beauport
A : La Pocatière, Montmagny, Saint-Marc-des-Carrières, Saint-Henri, Princeville, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Pierre-les-Becquets, Saint-Gilles
Horaires/fréquence : Selon l'horaire des parties de hockey
Clientèle : Joueurs de hockey ainsi que le personnel relié à l'équipe
Catégorie : A1-A2
Condition/restriction : L'utilisation de véhicules de catégorie A2 est restreinte à des véhicules construits sur un châssis de camion dont le moteur ne fait pas sailli au delà de l'habitacle (flat nose)
Date de fin : 1er mars 2003

M98-12061-0
TRANSPORT EN COMMUN COTE INC.
37, rue Labrie, C.P. 27
Cap-Chat QC G0J 1G0
RENOUVELLEMENT : NOLISÉ
7-Q-000788-009A
Durée : 5 ans

M98-12063-6
TRANSPORT BAIE JAMES LTEE
3100, boul. Industriel, C.P. 188
Kazem Azoumanian, Yvonne
AVIS D'ACQUISITION D'INTÉRÊTS
8-Q-001108-001A
Durée : 5 ans

TAXI

Délai d'opposition ou d'intervention :
10 jours de la publication

M98-17119-7
Nahhas, Elias
4041, boul. des Sources, app. 101
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 2A4
ET DEMANDEUR-CEDANT
Khazem Azoumanian, Yvonne
406, rue Crépeau, app. 305
Saint-Laurent QC H4N 1N3
TRANSFERT : 5-M-218164-001A
A-12 Ouest de Montréal

M98-17120-5
9033-1117 QUÉBEC INC.
1263, Alain Grand Bois
Montréal QC H4N 3C9
PROC. : Me Robert Beaulieu
AVIS D'ACQUISITION D'INTÉRÊTS
6-M-217587-001A

M98-17127-0
Matiabi, Ali
8, Place de la Madeleine
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 1W3
ET DEMANDEUR-CEDANT
Matiabi, Ashkan
8, Place de la Madeleine
Dollard-des-Ormeaux QC H9B 1W3
TRANSFERT : 4-M-217928-001A
A-11 Montréal

M98-17128-8
MARTINO, Italo
1090, rue Yvonne
Brossard QC J4W 2S2
ET DEMANDEUR-CEDANT
Lambert, Claude

M98-17130-4
56, ÉDOUARD VII
Saint-Philippe QC J0L 2K0
TRANSFERT : 6-M-211283-003A
A-02 Longueuil

M98-17133-8
9053-7093 QUÉBEC INC.
447 A, rue Notre-Dame
Le Gardeur QC J5Z 2S9
AVIS D'ACQUISITION D'INTÉRÊTS
7-M-218436-001A-002A-003A
A-11 Montréal

M98-17140-3
Harbour, Jacques
2771, rue Laval
Mascouche QC J7K 1L5
ET DEMANDEUR-CEDANT
Succession Raymond Paré
a/s Carole Paré
6302, 2e Avenue
Montréal QC H1Y 2Z2
TRANSFERT : 5-M-213280-001B
A-32 Repentigny

M98-17145-2
Joseph-Frasca et Fils engr.
4944, Félix McLernan
Pierrefonds QC H8Y 3K1
FIXATION PARTICULIÈRE DE TAUX
8-M-215985-001A
Limousine de Grand Luxe

M98-17147-8
LIMOUSINE KRYSTAL INC.
428, route 104
Mont-Saint-Gregoire QC J0J 1K0
AVIS D'ACQUISITION D'INTÉRÊTS
1-M-215651-001A-002A

M98-17153-6
Dorceus, Antoine
1843, rue de Ligny
Laval QC H7M 1H9
ET DEMANDEUR-CEDANT
Martineau, Réal
7366, avenue de la Nantaise
Anjou QC H1M 1B5
TRANSFERT : 2-M-210420-001A
A-11 Montréal

M98-17162-7
Desbiens, Serge
685, rue Mc Gregor, app. 106
Sherbrooke QC J1L 1P4
ET DEMANDEUR-CEDANT
Labbie, Benoit
1941, rue McGill
Longueuil QC J4L 3L9
TRANSFERT : 7-M-217925-001A
A-02 Longueuil

M98-17163-5
Balaz, Lies
7520, rue Garnier, app. 3
Montréal QC H2E 2A5
ET DEMANDEUR-CEDANT
Germelus, Calix
11889, rue Nicolas Appert
Montréal QC H1E 2R7
TRANSFERT : 7-M-215168-001A
A-11 Montréal

M98-17128-8
Soullane, Abderrahim
6748, boul. Saint-Laurent
Montréal QC H2S 3C7
ET DEMANDEUR-CEDANT
Elsinger, Joseph
1413, rue Coupal
Laval QC H7W 1S6
TRANSFERT : 9-M-204061-001A
A-11 Montréal

M98-17128-8
Leblanc, Denis
5270, rue Martine
Drummondville QC J2E 1T6

M98-17130-4
ET DEMANDEUR-CEDANT
Martel, Nicole
630, rue Thérèse
St-Charles-de-Drummond QC J2C 1E5
TRANSFERT : 7-Q-206419-002A
A-29 Drummondville

M98-17133-8
Paradis, Gaston
2485, boul. Père Lelièvre, app. 6
Québec QC G1P 2X7
PROC. : ME BRUNO LETARTE
ET DEMANDEUR-CEDANT
9030-4635 QUÉBEC INC.
600, av. Wilfrid Laurier, app. 512
Québec QC G1R 2L5
TRANSFERT : 5-Q-206189-002A
A-36 Québec

M98-17135-3
Bussièrès, Alain
529, rue des Bouleaux
Lac-Saint-Charles QC G3G 1V5
ET DEMANDEUR-CEDANT
Gosselin, Gilles
(GILLES GOSSELIN ENR)
376, rang Ste-Anne
Sainte-Foy QC G2E 3L9
TRANSFERT : 7-Q-202608-003A
A-38 Sainte-Foy-Sillery

TAXI

Délai d'opposition ou d'intervention :
21 jours de la publication

M98-17122-1
LIMOUSINE PRÉSIDENT INC.
24, rue Saint-Joseph
L'Île-Bizard QC H9C 2X3
DEMANDE 1 PERMIS SPÉCIALISÉ RESTREINT
POUR BÂTEME, MARIAGE, FUNÉRAILLES
La Province de Québec

M98-17141-1
Kennedy, Timothy
218, rue Tyler
Ayer's Cliff QC J0B 1C0
DEMANDE 1 PERMIS
Région 204512 Ayer's Cliff
Formée de : Ayer's Cliff

M98-17147-8
Quirion, Gaétan
208, 1206 Rue Ouest
Beauceville QC G0M 1A0
DEMANDE 1 PERMIS
Région 202701 Beauceville
Formée de : Beauceville

M98-17116-3
Bouladiar, Marco
48, chemin Thomas Sud
Notre-Dame-de-la-Salette QC J0X 2L0
PROC. : LAVOIE, MORENCY
ET DEMANDEUR-CEDANT
Chouinard, Mario
9024-0490 QUÉBEC INC.
2842, chemin des Cascades
Papineauville QC J0V 1R0
TRANSFERT : 1-M-515852-001A
Région 7 - Toutes matières

M98-17125-4
9057-8089 QUÉBEC INC.
(S.L.M. Charteck)
475, 1e Rue Est
Chazal QC J0Z 1N0
ET DEMANDEUR-CEDANT
Lacasse, Yvon
65A, 6e Avenue
La Sarre QC J9Z 1L9
TRANSFERT : 2-M-516156-001A
Région 8 - Toutes matières

M98-17125-4
LES TRANSPORTS M.P. (CHAPPAIS) INC.
64, 8e Rue
Chapais QC G0W 1H0
REMISE EN VIGUEUR : 0-M-511969-001A
Région 8 - Toutes matières

M98-17129-6
9067-2072 QUÉBEC INC.
577, boul. Labelle
Blainville QC J7C 2H7
ET DEMANDEUR-CEDANT
TRANSPORT J & M GAUTHIER SENC
577, boul. Labelle
Blainville QC J7C 2H7
TRANSFERT : 3-M-516296-001A
Région 6 - Toutes matières

M98-17134-6
SOUS-POSTE DE CAMIONNAGE ARGENTÉIL INC.
555 G, boul. Tessier
Lachute QC J8H 1E4
REQUÉRANT(E) DE SERVICES
CONSTRUCTION CHOINIERE INC.
854, 4e Rang
Roxton Pond QC J0E 1Z0
FIXATION PARTICULIÈRE DE TAUX

M98-17135-3
SOUS-POSTE DE CAMIONNAGE ARGENTÉIL INC.
555 G, boul. Tessier
Lachute QC J8H 1E4
REQUÉRANT(E) DE SERVICES
CONSTRUCTION M.D.C. LTÉE
4060, Lakeshore Drive
Rawdon QC J0K 1S0
FIXATION PARTICULIÈRE DE TAUX

M98-17136-1
B. FREGEAU & FILS INC.
402, rue Saint-Denis
Saint-Alexandre QC J0J 1S0
ET DEMANDEUR-CEDANT
Frégeau, Michel
98, rue Boudreau
Saint-Jean-sur-Richelieu QC J3B 7X5
TRANSFERT : 6-M-506518-001A
Région 6 - Toutes matières

M98-17139-5
LES ENTREPRISES FORESTIÈRES YVON FILLION INC.
3895, rue Wolfe
Lac-Mégantic QC G6B 2J3
REMISE EN VIGUEUR : 6-M-512409-001A

M98-17144-5
Pépinère Jardin 2000 Inc.
10630, boul. Henri-Bourassa
Montréal QC H1C 1G9
ET DEMANDEUR-CEDANT
Chouinard, Mario
12412, boul. La Gauchetière
Montréal QC H1B 2L7
TRANSFERT : 0-M-504170-002A
Région 10 - Toutes matières

M98-17148-6
Cajole, Serge
4170, rue Shirley
Saint-Hubert QC J3Y 3V1
ET DEMANDEUR-CEDANT
Dugas, Yvan
19, rue Renaud
Saint-Paul QC J0K 3E0
TRANSFERT : 3-M-506255-001A
Région 6 - Toutes matières

M98-17154-4
TRANSPORT 117 INC.
8573, 14e Avenue
Montréal QC H1Z 3M4
REMISE EN VIGUEUR : 4-M-514423-001A

M98-17156-9
TRANSVRAC MONTRÉAL LAVAL INC.
3205, boul. Pittfield, suite 100
Saint-Laurent QC H4S 1H3
REQUÉRANT(E) DE SERVICES
VILLE DE LASALLE
55, avenue Dupras
Lasalle QC H8R 4A8
FIXATION PARTICULIÈRE DE TAUX

M98-17156-9
LES TRANSPORTS M.P. (CHAPPAIS) INC.
64, 8e Rue
Chapais QC G0W 1H0
REMISE EN VIGUEUR : 0-M-511969-001A
Région 8 - Toutes matières

M98-17129-6
169, route 132 Ouest
Grosses-Roches QC G0J 1K0
ET DEMANDEUR-CEDANT
9051-9760 QUÉBEC INC.
310, route 132 Est
Sainte-Félicité QC G0J 2K0
TRANSFERT : 6-Q-512213-001A
Région 1 - Toutes matières

M98-17134-6
9067-5760 QUÉBEC INC.
(Dénégement Marc Marcoux)
678, 4e Rue
Rimouski-Est QC G5L 1M1
ET DEMANDEUR-CEDANT
Perron, Réjean
780, av. Centrale
Saint-Vincent QC G0J 3J0
TRANSFERT : 8-Q-507823-002A
Région 1 - Toutes matières

CAMIONNAGE EN VRAC

Délai d'opposition ou d'intervention :
21 jours de la publication

M98-17143-7
MARANATHA TRANSPORT INC.
27, rue Delisle
Les Coteaux QC J0P 1E0
MODIFICATION : 8-M-516440-002A-003A

AVIS DIVERS ET INFORMATION GÉNÉRALE

AVIS AUX UTILISATEURS DE VÉHICULES LOURDS

En vertu de la nouvelle loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, tous les utilisateurs de véhicules lourds doivent être inscrits au Registre de la Commission des transports du Québec, avant le 1^{er} avril 1999. Vous devez donc remplir adéquatement le formulaire de demande d'inscription transmis par la Commission et le retourner, avec les frais exigés, dans les trente jours de la réception de l'avis. Si vous avez besoin d'aide pour répondre au questionnaire, vous pouvez consulter votre association professionnelle.

Mon inscription au Registre, j'y vais!

ERRATUM

M98-1706610
Dans l'édition du 19 septembre 1998 du journal Le Devoir à la rubrique Autobus 21 jours, la demande aurait dû se lire : RENOUELEMENT : INTERURBAIN au lieu de RENOUELEMENT : NOLISÉ

Le Secrétaire de la Commission
Léonce Girard

Québec

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

RÉSIDENCES



DE PRESTIGE

985-3322



PARC LAFONTAINE
Splendide victorienne
3 condos (à partir de 180 000\$)
ou toute la bâtisse!

- Magnifique demeure sur 2 étages, façade en pierre, s/bain et foyers marbre, bar, boiserie acajou, antiquités. Garage. Solarium.
- Vaste bureau ou app. au r.-de-ch.
- Loft newyorkais sur 4 étages!
- Bureau - Chambre ordinateurs.
- Restauration par une équipe d'architectes et artistes!
- Prix aménagement - présentée à la TV à l'émission sur luxe et design!
- Nouvelles conditions favorables!

Juro: 598-9070
• <http://www.royallepage.ca/vr/montrealpg.htm> listing ID # 90R1917
• <http://www.generation.net/~blander/rachel/>



OUTREMONT

Magnifique maison en pierre complètement rénovée, environ 2500 p.c. habitable, 2 foyers. À côté d'un parc, avec grande terrasse et grand parc paysagé. Garage double, 6 stat. extérieurs, près de tous les services. 485 000 \$.

Propriétaire: (514) 277-6823



ST-TITE DES CAPS (QUÉBEC)

Vue sur le mont Ste-Anne, plus de 7 millions de pi. ca. 1 3 lacs artificiels (pêche) + érablière, barrière électrique, 2 propriétés dont 1 très luxueuse, garage 30' X 60'. UNE OASIS DE PAIX ET DE VERDURE.

Joce-Lyne Paré (418) 666-5050
Re/Max Référence J.P.



QUÉBEC-VIEUX-PORT

Condo luxueux et raffiné! Neuf, 1219 p.c., vue magnifique marina et rue des Remparts, bois franc, air climatisé, terrasse, stationnement int. 249 000 \$.

Joceline Caron (418) 261-2819
Première classe inc. courtier



DOMAINE PRIVÉ AVEC LACS ET GOLF

Magnifique domaine de prestige, région des Laurentides, à moins de 100 km au nord-ouest de Montréal. Vaste terrain boisé de 137 acres, 2 lacs à la truite privés. Parcours de golf de qualité de 4 trous avec système d'irrigation. Deux résidences situées sur le plus grand lac. Idéal corporatif, auberge de luxe, centre de santé, etc. 1 375 000 \$.

Serge Brault (450) 533-4773
Internet: www.numero-un.com/domaine18.htm



L'ACADIE

25 MIN. DE MONTRÉAL, 7 MIN. DE SAINT-JEAN
Oasis de verdure, de tranquillité et de grande intimité. Terrain de 7 arpents longé sur deux côtés par la rivière l'Acadie. Maison unique en bois de cèdre, à aires ouvertes, située à 400 pieds du chemin. Grand patio, une piscine creusée et deux remises. Thermo pompe, air climatisé. 295 000 \$.

(514) 990-9560



VILLE SAINT-LAURENT

Belle canadienne de 4 c. à c., 3 salles de bain. Foyer et boiserie en chêne. Grand sous-sol fini. Piscine creusée et superbe aménagement paysagé. Près de la gare Bois-Franc et de tous les services. Les taxes sont basses. Prix: 239 000 \$.

Propriétaire: (514) 332-8813



ST-LAMBERT (VILLAGE)

Duplex s/d ou cottage, plafonds 9 pi., rénové, terrain 5408 p.c., piscine cr. clôturée. Idéal pour co-propriété ou revenu suppl. ou 1 seul occupant tel qu'actuellement. Impeccable et à deux pas de tout. 279 000 \$.

Jocelyne Boileau (450) 651-1079
Groupe Sutton Actuel cfr. imm. <http://www.mls.ca>



OUTAOUAIS - AYLMER

Provincial français, 4000 p.c., 5 c.c., 5 s.d.b., salle de séjour et salle de réception avec toit cathédrale, 2 foyers, solarium grillagé, grande cuisine & cellier. Piscine creusée & chauffée entourée d'immenses cèdres décoratifs, 1 acre de terrain boisé. Endroit ravissant et très privé. Située près de 2 golfs & à 5 min. d'Ottawa (pont Champlain). 479 000 \$.

Andrée Plouffe (819) 595-1845
Royal LePage, courtier immobilier agréé



DANS LES CANTONS DE L'EST

Grande maison d'époque victorienne, complètement rénovée en 1988. 11 chambres, vaste cuisine, salle à manger, séjour, etc. Planchers érabliés, plafonds 10'. Vue magnifique sur les montagnes. Près Cowansville, Sutton, Knowlton. Très bon prix: 219 000 \$.

Rose Bogo (450) 378-4120 / (450) 378-2035
Remax Professionnel Inc. cfr. imm. agréé



MELBOURNE

Belle maison centenaire tout brique et toit d'ardoises. Magnifique vue sur rivière St-François et Richmond. Grande galerie, patio, piscine creusée. Beau terrain 43 480 p.c. partie boisée. Sous-sol fini, bureau, sortie ind. A noter: 2 foyers, beaux planchers, plafonds 9 pi. 139 500 \$.

Nicole Gautier enr. (819) 826-2348
courtier immobilier agréé



DANVILLE

Une classique inaltérable, nichée dans une vallée verdoyante et paisible. Voici une véritable maison seigneuriale du XIX^{ème} siècle qui ne manquera pas de vous charmer avec ses 12 pièces (5 c.a.c.) ses 84 acres (boisés/prairies), ses bâtiments anciens. Pour une visite commentée

R. Dulude
1-819-879-4034

I · N · D · E · X

100 • 199

IMMOBILIER RÉSIDENTIEL

Achat-vente-échange

100 Visites libres

101 Propriétés à vendre

103 Condominiums et co-propriétés

105 Propriétés à vendre

115 Extérieur de Montréal

120 Laurentides

121 Cantons de l'Est

125 Hors-frontières

130 Maisons de campagne

132 Chalets

135 Terrains

139 Région Tremblant

140 Outremont-en-haut

142 Québec

144 Ahuntsic

146 Plateau

148 Vieux Montréal

150 Visites libres

151 Services immobiliers

152 Location

153 App. et log. à louer

154 Condominiums à louer

155 Propriétés à louer

156 Maisons de campagne à louer

157 Chalets à louer

200 • 299

IMMOBILIER COMMERCIAL

Achat-vente-échange

201 Propriétés commerciales

203 Propriétés industrielles

205 Espaces commerciaux

209 Commerces à vendre

220 Entrepr. (vente-location)

230 Gestion immobilière

Location

251 Bureaux à louer

259 Espaces comm. et ind. à louer

275 Locaux à louer

300 • 399

MARCHANDISES

301 Oeuvres d'art

303 Antiquités

313 Ordinateurs

314 Bureautique

315 Téléphone

318 Mobilier de bureau et acc.

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI

DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**

Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

100

VISITES LIBRES

ADJ. Westmount. Maison détachée. Pimpant! Rénové 100%. Terrain de révé. 299 000\$. 4500 Circle Road. Dim. 14h à 16h.

SUZEL HÉBERT
489-0038

Gr. Sutton C.O. Ctr. agréé

N.D.G. Dimanche 14h - 16h. 5210 Beaconsfield. Joli cottage s/d. très propre, 3 c. à c., fenêtres neuves, garage, jardin. 159 000\$.

McGUIGAN PEPIN
937-8383

Courtier agréé

VIEUX MONTRÉAL
A compter de 69 000\$

489-2780

YVAN PELLAND

Max-imm. c.m. courtier immobilier

100

VISITES LIBRES

PLATEAU/MONT ST-LOUIS

Condo superbe, toit cathédrale, bois franc, orientation sud. Magnifique! 149 000\$. Dim. 13x30 - 15h., 230 rue Sherbrooke est.

YVAN GIROUARD
597-2121

La Capitale cfr.

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

* OUTREMONT: duplex occupation double, magnifique jardin.

* CONDO, 3e étage, réno, cachet, stat.

* 4 PLEX + garages.

P. DELORME
343-0114

Imm. GMA cfr.

ADJ. Westmount. Luxueux cottage 4 c. à c., 3 1/2 s. de b.-Espace et charme fou!

SUZEL HÉBERT

Gr. Sutton C.O. Ctr. agréé

AU PIED DU MONT ST-BRUNO - Chapelle transformée en résidence de prestige - 20 pièces dont un 5 pces au s.sol, 2 foyers, pisc. cr., garage double, terrain 29.318 p.c., vue superbe, 374 000\$.

JOCELYNE BOILEAU
651-1079

Groupe Sutton-Actuel Inc. <http://www.mls.ca>

BOUCHERVILLE 11 pièces, 9 000 p.c., 4 c. à c., pisc. cr. Propriété de prestige.

FRANCINE MORIN
(504)449-4499

Royal LePage cfr.

BROSSARD, prox. pont Champlain Bungalow 3 + 1 c.c., 2 s. de b., foyer, a/c., garage (4 places), gr. terrain. Meublé ou non. 155 000\$ meublé, 145 000\$ non meublé. (450)445-3773.

LOUISE VIGNOLA
281-5501

Re/Max du Centre cfr.

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

CDN près U. de M. Charmant cottage, 3 ch., planchers en chêne, jardin clôturé. Rénové. Faites vite; rareté dans le quartier.

LOUISE BEAUVAIS
344-8569, 463-5800

Gr. Sutton C.O. cfr. imm.

CENTRE-VILLE: Condo 3 c. à c., 2 + 1 s.b., 2 balcons, air climatisé, rénovations faites. 209 000\$.

McGUIGAN PEPIN
937-8383

Courtier agréé

LANGUEUIL. Adossé au golf. Modèle exclusif et de prestige, 3100 p.c. hab. + garages. Idéal pour professionnels. Prix réduit. Pour tous renseignements:

CLARISSE LAUZON
990-6782

Gr. Sutton Action cfr.

N.D.G./WESTMOUNT

Cherchez moins, trouvez mieux

YVAN PELLAND
489-2780

Max-imm. cfr. imm.

OUTREMONT

Du nouveau sur la montagne! Cottage détaché de 10 pièces: 6 chambres, 5 s.b., grand terrain paysager de 12 000 p.c. 650 000\$.

JOELLE GERVAIS
271-2131

Re/Max du Centre, cfr.

PARC LAFONTAINE

Cottage de 4 000 p.c. idéal B & B, bureaux, clinique, 5 stat. 289 000\$.

YVAN GIROUARD
597-2121

La Capitale cfr.

PLATEAU ADJ. Cottage de 2 chambres, contrat 1982, magnifique jardin privé! En plus, 2 x 3 1/2, pour alléger vos paiements, 189 000\$.

JOANNE GAREAU
281-5501

Re/Max du Centre, cfr. imm.

PLATEAU, face au parc, condo, r.-de-c., 1 500 p.c., ca., garage, hauts plafonds, murs de briques, sous-sol, 115 000\$.

JOANNE GAREAU
281-5501

Re/Max du Centre, cfr. imm.

PLATEAU, loft de 1 600 p.c., immense puits de lumière, foyer, 2 s. de b., impeccable!

JOANNE GAREAU
281-5501

Re/Max du Centre, cfr. imm.

PLATEAU, Magnifique victorienne... Une pure merveille! 4 chambres + revenu, toute rénovée. 345 000\$.

LOUISE VIGNOLA
281-5501

Re/Max du Centre cfr.

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

Lucie Desrochers
Agent immobilier affilié
597-2121

Classée parmi les 100 meilleurs au Québec

Évaluation gratuite. Appelez sans tarder!

La Capitale du Mont-Royal
courtier immobilier agréé
1152, rue Mont-Royal Est

Propriétaires!

Logement à louer?
Propriété à vendre?

975\$*

*3 lignes, 3^{ème} par ligne supplémentaire.
Samedi seulement: 20% de plus.

Heure de tombée: 14h30 tous les jours

985-3322

Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant

Différents forfaits disponibles.

LE DEVOIR

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS



Lucie Desrochers
Agent immobilier affilié
597-2121

Classée parmi les 100 meilleurs au Québec

Évaluation gratuite. Appelez sans tarder!

La Capitale du Mont-Royal
courtier immobilier agréé
1152, rue Mont-Royal Est

103

CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

OCCASION UNIQUE! RUE ST-MATHIEU

Condo 3 1/2, imm. neuf, 2 s/bain, tr. grand, 1 100 p.c., 83 000\$ nég.

(418)783-4109

OU A LOUER. Excellent pied à terre pour amateurs de ski et plein-air. 3 1/2, foyer, face Mt-St-Sauveur. Prix d'aubaine. (819)775-9300.

OUTREMONT

Superbe copropriété entièrement rénovée avec goût. Murs à la brique, 3 c. à c., terrasse à faire rêver, garage. Occupation rapide. www.mls.ca/551618

MICHEL LAMARRE
270-4422

La Capitale du Mont-Royal cfr.

VIEUX-MONTRÉAL. Lots et condos d'un charme fou! Photos en vitrine au 445 St-Sulpice. Vieux-Mtl.

LISE DUFORT
942-3502

Courtier immobilier

105

PROPRIÉTÉS À REVENUS

A INVESTISSEURS/RES

Vieux St-Lambert, 3plex: 1 x 6 1/2, 2 x 3 1/2 + s.s., entrées privées, potentiel: bureau, clinique ou bachelor, stationnement 4 voitures + garage. Info: (450)465-5155.

ALAIN JOYAL
353-9942

La Capitale Est de Mtl cfr.

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU

Le mois de la qualité

Saviez-vous qu'octobre est le mois de la qualité au Québec? Êtes-vous, à notre instar, frétilant à l'idée de passer les quatre prochaines semaines à baigner dans l'excellence et le surpassement? L'engouement est universel. Même *Hors-Jeu* promet d'y mettre du sien, et quoi de mieux pour débiter qu'une petite constellation de nouvelles de la plus haute pertinence et de *scoops* bien sentis?

Le lock-out se poursuit dans l'Association nationale de basketball. Les négociations entre propriétaires et joueurs, qui comme on s'en doute se chicanent pour des questions d'argent, sont au point mort. Déjà, bon nombre de matchs préparatoires ont été annulés et on devrait sous peu commencer à mettre la hache dans le calendrier régulier, ce qui serait une première dans l'histoire de la NBA.

Comme disait l'autre, on peut espérer que ça va durer longtemps. C'est trop marquant, et réconfortant, de voir propriétaires ET joueurs perdre de l'argent en même temps.

Le quotidien français *Libération* consacrait trois quarts de page, dans sa livraison de mardi, au record de 70 coups de circuit en une saison établi par Mark McGwire. Le journaliste Philippe Rochette y écrit notamment:

« Cette histoire de temps et de gestes, c'est ce qui fait le parfum unique du baseball. Sauf la hauteur de la butte de terre d'où le lanceur opère, les règles du baseball n'ont pas changé. Elles ne se sont pas adaptées pour la télévision, n'ont pas fouillé dans le spectaculaire. On pourrait presque dire que l'on parle d'un sport où il n'y a rien à voir. Ça se suit au stade en mangeant, en parlant, en commentant, à la radio en faisant autre chose, dans les journaux, où la chronique atteint au genre littéraire tout en dépouillant et en nettoyant, en fait et en chiffres. » Joli.

Quand je me regarde, je me déssole, quand je me compare, je me console, disait naguère notre maman, qui a toujours su mettre les choses dans leur juste perspective. Aussi, s'il vous prend des pointes d'angoisse à l'idée que, 1,4 milliard de beaux dollars plus tard, le Stade olympique n'ait plus de locataires sportifs, considérez ceci.

Le Stade de France de Saint-Denis, en banlieue nord de Paris, un mégamphithéâtre construit au coût de 600 millions pour la dernière Coupe du monde de football, n'a pas de locataire sportif. Le Paris Saint-Germain (première division de la Ligue française de foot) a décliné une invitation à s'y exiler, préférant demeurer au Parc des Princes. Et le Red Star (deuxième division) ne peut y emménager pour des raisons financières. Un stade de 80 000 places, tout neuf, sans équipe de football.

Les dirigeants du consortium qui gère le Stade de France affirment toutefois qu'ils font leurs frais avec les nombreux spectacles qui y sont présentés et un... motocross. Comme chez nous.

Dans la série « Une chance qu'il y a des sondages pour nous apprendre plein de choses », Paul Gascoigne est en vedette cette semaine. On vous a déjà parlé de Gascoigne dit « Gazza », milieu de terrain pour l'équipe de Middlesbrough de la Premier League de foot d'Angleterre, l'un des meilleurs joueurs au monde mais qui a la fâcheuse habitude de se poivrer d'apômb, fume un paquet par jour et aime bien raconter toutes sortes d'histoires — qu'il a déjà été emmené par un ovni, par exemple — aux journalistes, à la sortie d'un pub à quatre heures du mat.

Il y a quelques mois, le rejet de Gazza de l'équipe nationale anglaise participant à la Coupe du monde, pour cause de méforme, avait soulevé tout un tollé. Malgré ou à cause de ses frasques, l'homme est immensément populaire.

Populaire, mais l'humour *british* a encore frappé. Selon un sondage récent du magazine scientifique *Focus*, Paul Gascoigne est « le Britannique le moins intelligent ». Il a recolté 31 % des votes, devançant de loin la pulpeuse Melinda Messenger, un « visage » bien connu des habitués des pages 3 des tabloids.

Si vous avez raté les quatre premiers épisodes, vous pourrez toujours vous reprendre en regardant les deux dernières heures de la très bonne série *The New Ice Age: A Year In The Life Of The NHL*, sur les dessous du hockey. C'est à compter de 21h, ce soir, sur les ondes de CBC.

Mercredi, on a eu droit à un moment du plus haut intérêt. Lors d'une réunion des directeurs généraux de la LNH où l'on discute des moyens à prendre pour rendre le jeu plus fluide, Bobby Clarke — ex-joueur « intense », c'est le mot qu'on utilise pour ne pas en utiliser un autre, dg des Flyers de Philadelphie, patron de la glorieuse équipe canadienne aux Jeux de Nagano — se plaint de ce que, dans le hockey d'aujourd'hui, « il y a toujours six ou sept joueurs sur la glace qui se fichent éperdument de la rondelle » et n'ont pour tâche que d'accrocher et faire de l'obstruction.

On rappellera pour mémoire que Clarke est celui qui avait fracturé la cheville de Valery Kharlamov, le meilleur joueur soviétique, lors du sixième match de la Série du siècle Canada-URSS en 1972. D'un coup de bâton, à deux mains. Et il n'a jamais dit qu'il n'en était pas fier.

Un laboratoire de l'université d'Adelaide, en Australie, travaille actuellement à mettre au point une torche olympique qui ne s'éteindrait jamais, même lorsqu'elle tombe à l'eau. On sait que la flamme qui éclaire les dieux du stade s'éteint fréquemment éteinte lors des Jeux de Nagano et qu'on tient à tout prix à éviter que ne se répète pareille déconvenue à Sydney, où auront lieu les Jeux d'été de l'an 2000. La flamme sera d'ailleurs relayée plus de 10 000 fois lors de son voyage d'Athènes à Sydney.

Le labo, dirigé par le Dr Gus Nathan, a concocté plusieurs mélanges de carburant et testé la flamme dans des souffleries et des réservoirs à eau. Le secret sur la forme et le matériau de la torche sera jalousement gardé jusqu'en janvier, nous apprend l'Agence France-Presse.

On vous promet d'enquêter là-dessus.

Contrairement à ce que veut une rumeur persistante, Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine ne parlait PAS du parc Labatt lorsqu'il a évoqué le « stade suprême du capitalisme ». Il ne s'intéressait pas non plus à l'avenir des Expos lorsqu'il a écrit « Que faire? ».

Rappelez-vous s'il vous plaît que vous l'avez lu ici en premier. Et bon mois.

jdion@ledevoir.com

Indians 4, Red Sox 3

Les Red Sox victimes de Charles Nagy

Boston (AP) — Charles Nagy a encore une fois permis aux Indians de Cleveland de faire un pas de géant vers une participation à la série de championnat de la Ligue américaine et ses victimes ont encore été les Red Sox de Boston.

Nagy, vainqueur du match décisif contre les Red Sox en 1995, a lancé huit manches solides hier quand les Indians ont battu les Red Sox 4-3 pour prendre une avance de 2-1 dans la série de section.

Manny Ramirez a bouclé deux circuits alors que Jim Thome et Kenny Lofton ont eux aussi frappé la longue balle. Les Indians n'ont obtenu qu'un seul autre coup sûr, mais ont tout de même gâché une autre étape sur le chemin du retour de Bret Saberhagen. Nomar Garciaparra a donné la

frousse aux Indians cependant en claquant un circuit de deux points en fin de neuvième contre le releveur Mike Jackson. Mais il a retiré les deux frappeurs suivants pour son deuxième sauvetage.

Bartolo Colon (14-9) pourrait assurer la victoire des Indians des cet après-midi quand il sera opposé à Pete Schourek (1-3). Le gérant des Red Sox Jimmy Williams a choisi Schourek plutôt que son as Pedro Martinez, qui n'aurait que trois jours de repos s'il devait lancer aujourd'hui.

Les deux équipes avaient remporté une victoire chacune à Jacobs Field, mais à Fenway Park, Nagy, qui est originaire du Connecticut, se sent chez lui. Sa fiche à Boston est de 5-0 et au total, son dossier en carrière est de 8-1 contre les Red Sox.

FOOTBALL DE LA ÈNÉFFEL

L'homme du bayou

L'est à la Ènéffel ce que Harpo Marx est au cinéma ou Johnny Winter à la guitare rock: un cas de douce folie permanente. Guerrier sans peur mais non sans reproche, ou plutôt guerrier qui a conquis sa peur au delà des reproches, Brett Favre possède la plupart des qualités qui donnent tout son sens à la raison ovale. L'homme est intelligent, sans quoi il ne pourrait être



Robert Saletti

à la barre d'une offensive sophistiquée comme celle du Green Bay. L'homme est exubérant, mais sans l'outrecuidance coutumière des héros sportifs des temps modernes (dont le paragon, au football, serait Deion Sanders). L'homme est un enfant qui défie des géants; on l'a vu plus tôt cette saison féliciter un mastodonte qui l'avait presque décapité et sans doute l'encourager à frapper plus fort la prochaine fois, avant de lancer une superbe passe de touché deux jeux plus tard. Comme si de rien n'était, sauf un instinct de survie et une soif d'amusement hors du commun. Dans un univers où les quarts tombent telles des quilles devant un troupeau d'éléphants, Brett Favre entreprendra ce week-end un 98e match de suite. C'est un peu moins que les deux mille et quelques de Carl Ripken, mais c'est près du double du quart qui vient au deuxième rang.

Ne à Rotten Bayou (!), une minuscule bourgade du sud du Mississippi, fils d'éducateurs, Brett Favre n'a pas suivi un chemin tout tracé d'avance (bien que son père ait été entraîneur de football à l'école locale). Originaire d'un obscur *high school*, il fut le dernier joueur à obtenir une bourse d'études à l'université Southern Mississippi, où on le considéra d'abord comme un demi-défensif et le septième quart de l'équipe. Avant sa dernière campagne universitaire, sur le point d'obtenir une reconnaissance nationale, il fut grièvement blessé lors d'un accident de la route; des complications allaient entraîner l'ablation d'une grande portion de son intestin grêle. Repêché par Atlanta, en conflit avec Jerry Glanville, il moisissait sur le banc lorsque Green Bay vint le chercher. Après trois années passées à maîtriser le système complexe de Mike Holmgren, il perdit son meilleur ami dans un accident où son grand frère fut aussi blessé. Finalement, avant la campagne 1996 qui allait consacrer les Packers champions, il dut guérir une forte dépendance aux médicaments anti-douleur qu'il consommait en grande quantité. Comme on le voit, la route fut rocaillieuse.

Brett Favre n'a ni la grâce somptueuse d'un Montana ni l'assurance tranquille d'un Steve Young ou la prestance athlétique d'un John Elway. Mais ses exploits continuent d'émerveiller. Dimanche dernier, chacune de ses cinq passes de touché fut le fruit de son incomparable sens du jeu. Lancant des poils meurtriers ou des ballons parfaitement lobés, effectuant des passes en déséquilibre ou à contre-courant, sacrifiant au besoin son corps à la réalisation d'une passe voilée ou improvisant comme un Eric Dolphy enfin libre de mélodie, l'homme dominait le chaos et l'enfant en l'homme pouvait rire de toutes ses

dents restantes. Sans arrière ou avant-pensée. La pataphysique étant la science de l'exception qui force et forge la signification, de l'événement particulier qui crée le sens, sacrons Brett Favre roi régnant des pataphysiciens.

Seul joueur de l'histoire de la Ènéffel à avoir été désigné le plus utile à son équipe trois années d'affilée et seul quart à avoir obtenu au moins trente passes de touché quatre ans de suite, Brett 1^{er} connaît en 1998 le meilleur début de saison de sa carrière. Le roi aura 29 ans la semaine prochaine. Il y a quelque chose de joyeusement pourri au royaume du Bayou.

Le petit coin-coin du pronostiqueur (6-4)

Imperméable aux critiques de ceux qui se moquent de ses pathétiques Boucaniers, le canard déclinaire qui se cache derrière votre de plus en plus humble chroniqueur n'entend pas à frir. Tel un ballon échappé et irrécupérable, véritable scout de l'ovale, il est toujours prêt à rebondir.

■ Miami (3-0) à New York Jets (1-2). Une défensive des Dauphins sans vedette mais dominatrice contre une offensive des Supersoniques qui semble vouloir passer à la vitesse supérieure. Mais à l'inverse aussi, une offensive du Miami qui manque d'éclat au point de donner l'impression que Marino est un quart ordinaire contre une défensive new-yorkaise très incertaine, notamment à la première ligne, ce qui est très atypique des équipes de Bill Parcells. Partie qui sera donc à bas ou à haut pointage mais en tous les cas serrée, dont les Supersoniques émergeront vainqueurs. Pure intuition. Dolphins 16, Jets 20.

■ Seattle (3-1) à Kansas City (3-1).

Les Faucons de mer ont raté leur premier test la semaine dernière contre les Métallurgistes. Il n'y a pas de raison de croire qu'ils réussissent encore plus hostile. Pépère Moon pourrait avoir le sentiment d'être dans un mauvais western. Seahawks 13, Chiefs 26.

■ San Diego (2-2) à Indianapolis (0-4). Un match sans autre intérêt que celui de voir les deux premiers choix du dernier repêchage, les quarts Peyton Manning et Ryan Leaf, partager les affres de leur pénible apprentissage. Livrés aux loups par des équipes trop pressées de rentabiliser leur rondet investissement (74 millions de dollars au total), les deux néophytes de l'ovale se sont constitués une fiche combinée de quatre passes de touché et 19 interceptions. De quoi contre-carrier bien des projets victorieux. Chargers 10, Colts 17.

■ Minnesota (4-0) à Green Bay (4-0). Enfin un match du lundi soir digne de nous faire manquer le téléjournal et peut-être même le bulletin météo. Les Normands débarquent chez les Empaqueurs à une époque de l'année où la Baie verte n'a pas encore l'air d'un morceau de cheddar surgelé. Des Empaqueurs qui ont remporté 29 matchs successifs sur le terrain de leur beau champ privé et sept de leur huit derniers à la télévision d'état du lundi soir. Mais sans Dorsey Levens, les coups d'éclat viendront surtout de Brett Favre, dit la légumineuse lumineuse. Ou alors d'une défensive qui, grâce à l'arrivée de Ronnie Holiday, un chanteur rock devenu un plaqueur nastro, se classe désormais première au pays de l'ovale Bill sur le plan des verges prêtées. Vikings 20, Packers 31. (rosalavideotron.ca)

Alou n'a pas pris de décision définitive

PRESSE CANADIENNE

Felipe Alou veut écouter les offres d'autres équipes et il n'a pas encore pris la décision définitive de quitter les Expos.

Joint à son domicile en Floride avant d'aller rendre visite à sa famille en République dominicaine, le gérant des Expos a dit au *Journal de Montréal* qu'il a demandé la permission de parler à d'autres équipes.

« J'attends les papiers, a dit Alou. Je ne suis pas familier avec cette procédure car je suis un employé des Expos depuis 24 ans. »

Alou a confié qu'il était déchiré entre choisir de rester à Montréal, d'où sa femme est originaire et où il a une maison dans la région, dans le quartier Saint-François à Laval, et tenter sa chance sur le marché pour voir s'il ne pourrait pas gérer une équipe qui aspire au championnat.

« À Montréal, il y a toujours de l'incertitude en ce qui concerne la concession et l'équipe, a-t-il dit. Il vient un temps dans la vie d'un homme où il veut connaître sa valeur. »

Alou a reçu la visite du directeur général des Expos, Jim Beattie, mercredi en Floride. C'est Beattie qui avait ouvert la porte à Alou en lui demandant s'il était prêt à écouter des offres d'autres équipes lors d'un entretien quelques jours avant la fin de la saison.

Alou a interprété la question de Beattie comme un signe que les Expos voulaient qu'il quitte l'équipe.

« Jim et moi avons clarifié l'air, a dit Alou. Après notre conversation, Jim m'a dit qu'il dormirait mieux et je vais en faire autant. Jim n'avait pas de mauvaises intentions. Peut-être ai-je mal pris ce qu'il disait. »

OPÉRATION SURVIE OURAGAN

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC, APPUYÉ PAR LA CSN, LA CEQ, LA FTQ, LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ ET LES PARTENAIRES DE LA SGF, LANCE UNE COLLECTE DE FONDS POUR L'AIDE AUX SINISTRÉS DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET D'HAÏTI.

L'urgence de la situation appelle votre don :

1 888 693-2697 ou (514) 937-1614

Les responsables de la campagne : OXFAM-QUÉBEC et ROCAHD

Prénom _____	Je paie par chèque ☐
Nom _____	ou mandat postal ☐
Adresse _____	à l'ordre de OXFAM-QUÉBEC
Ville _____	ou par Visa-oxfam ☐ Visa ☐
Code postal _____	Master Card ☐ AMEX ☐
MERCI de nous envoyer votre don et ce coupon dûment rempli à :	N° de la carte _____
OXFAM-QUÉBEC	Date d'expiration _____
2330, rue Notre-Dame Ouest,	Signature _____
Bureau 200, Montréal (Qc)	Date _____
H3J 2Y2	OXFAM-QUÉBEC émet un reçu d'impôt pour tout don de 10 \$ et plus.
	N° d'enregistrement : 11907 5091 RR0001

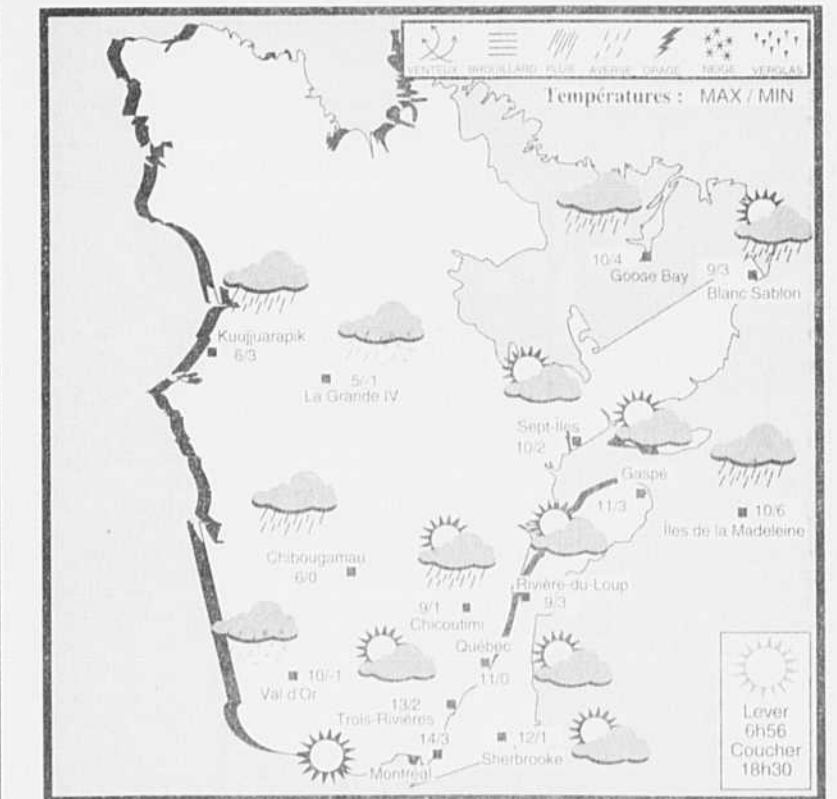
☐ Pour HAÏTI ☐ Pour la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ☐ Pour les DEUX PAYS

BASEBALL - SÉRIES

Premier tour	LIGUE AMÉRICAINNE	LIGUE NATIONALE
Trois de cinq	Atlanta mène 2-0 contre Chicago	
New York mène 2-0 contre Texas		
Hier		
New York (Cone 20-7)		
à Texas (Sele 19-11), 20h07		
Samedi, 3 octobre		
x-New York (Hernandez 12-4) à Texas (Burkett 9-13), 13h		
Dimanche, 4 octobre		
x-Texas à New York, à être annoncé.		
Cleveland mène 2-1 contre Boston, hier		
Cleveland 4, à Boston 3		
Samedi, 3 octobre		
Cleveland (Colon 14-9) à Boston (Schourek 1-3), 16h		
Dimanche, 4 octobre		
x-Boston à Cleveland, à être annoncé.		
Houston contre San Diego		
Série égale		
Samedi, 3 octobre		
Houston (Hampton 11-7) à San Diego (Hamilton 13-13), 23h		
Dimanche, 4 octobre		
Houston à San Diego, 16h		
Lundi, 5 octobre		
x-San Diego à Houston, 20h		
x-si nécessaire		

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

	Aujourd'hui	Ce Soir	Dimanche	Lundi	Mardi
MONTREAL	max 14	min 3	max 14	5/16	8/20



	Aujourd'hui	Ce Soir	Dimanche	Lundi	Mardi
QUÉBEC	max 11	min 0	max 12	2/12	4/16

	Aujourd'hui	Ce Soir	Dimanche	Lundi	Mardi
OTTAWA	max 13	min 0	max 12	5/17	9/19

Météo-Conseil

1 900 565-4455

Frais applicables

La météo à la source

Environnement Canada